

# SOMMAIRES

REMERCIEMENTS .....	i
SOMMAIRE.....	ii
AVANT PROPOS.....	iii
LISTE DES TABLEAUX.....	iv
LISTE DES ABREVIATIONS.....	v
INTRODUCTION.....	1
PREMIERE PARTIE: Présentation de l'économie Malgache .....	3
PREMIER CHAPITRE: La réalité de l'économie malgache.....	4
Section 1 : Faible taux de croissance économique .....	4
Section 2 : Inflation, Travail et Revenu .....	7
Section 3 : Les échanges extérieurs .....	9
SECOND CHAPITRE: Cadre théorique et Méthodologie.....	14
Section 1 : La croissance économique .....	14
Section 2 : Le développement.....	21
Section 3 : Méthodologie du plan de travail.....	30
DEUXIEME PARTIE: Analyses et propositions pour la réalisation de développement de Madagascar .....	31
PREMIER CHAPITRE: Les facteurs de blocages de développement à Madagascar.....	32
Section 1 : Au niveau institutionnel .....	32
Section 2 : Au niveau social et territorial.....	33
Section 3 : Au niveau de l'économie .....	36
SECOND CHAPITRE : Propositions d'un plan de relance économique du développement de Madagascar .....	39
section1 : exploiter les points forts du pays .....	40
Section 2 : travailler les points faibles .....	42
SECTION 3 : PLANS DE MISES EN ŒUVRE .....	44
CONCLUSION.....	48
BIBLIOGRAPHIE .....	49
TABLE DES MATIERES.....	50

## **AVANT PROPOS**

Promouvoir la Croissance économique est l'une des préoccupations majeures des organismes Mondiales et Internationales pour lutter contre la Pauvreté. Il n'existe pas de pays qui ait pu réaliser une réduction durable de la Pauvreté sans croissance économique.

Par conséquent, cette lutte a influencé considérablement la Politique Gouvernementale Malgache. Plusieurs programmes Stratégiques ont été élaborés dans ce pays, même en cours de réalisation, mais quand à la rapidité, rien n'est vraiment pas sûr car les autres problèmes qui existent à Madagascar, surtout les problèmes politiques, affectent beaucoup la situation économique depuis son indépendance.

En plus, même si Madagascar est gâtée par la nature depuis quelques années, la dégradation commence maintenant à porter des effets négatifs sur la vie des êtres Humains. La pauvreté a façonné le mode de vie de la population. Elle est ressentie comme une situation normale avec laquelle on s'habitue.

## **LISTE DES TABLEAUX**

<b>Tableau 1 : Evolution du PIB de 2006 à 2010 .....</b>	<b>4</b>
<b>Tableau 2 : Evolution des importations et des exportations, ainsi que la balance commerciale du pays durant l'année 2009 et l'année 2010. ....</b>	<b>10</b>
<b>Tableau 3 : Evolution de la balance des Payement de Madagascar depuis 2006 en 2010 .....</b>	<b>11</b>

## **LISTE DES ABREVIATIONS**

- A.G.O.A:** African Growth and Opportunity Act
- B.I.T.** : Bureau International du Travail
- B.M :** Banque Mondiale
- B.T.P. :** Bâtiments et Travaux Publics
- D.S.R.P:** Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté
- E.P.M:** Enquête Périodique auprès des Ménages
- F.M.I :** Fonds Monétaire International
- F.O.B:** Free On Board
- I.D.E :** Investissement Directs Etrangers
- I.D.H :** Indice de Développement Humain
- I.N.S.T.A.T.:** Institut National de la Statistique
- I.S.E :** Industrialisation par Substitution aux Exportations
- I.S.I :** Industrialisation par Substitution aux Importations
- O.M.C :** Organisation Mondiale du Commerce
- O.M.D :** Objectifs du Millénaire pour le Développement
- P.D :** Pays développés
- P.E.D :** Pays en Développement
- P.I.B.:** Produit Intérieur Brut
- P.N.U.D:** Programmes des Nations Unies pour le Développement
- S.M.I.C :** Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance
- T.I.C:** Technologie de l'Information et de la Communication
- T.N.S:** Taux Net de Scolarisation
- T.V.A :** Taxe sur la Valeur Ajoutée
- M.A.P.:** Madagascar Action Plan

## **INTRODUCTION**

Madagascar, un des nombreux pays en développement dans le monde, est longtemps apparu comme une île riche de promesses au large de l'Afrique. Malheureusement, il est encore aujourd'hui dans un état de grande pauvreté ; et cela après plus de cinquante ans d'indépendance.

Selon l'échelle du développement humain mondial, Madagascar occupe actuellement le 145<sup>ème</sup> rang (soit 0,543) sur 182 pays en termes d'Indicateur de Développement Humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

En outre, la dernière Enquête Périodique auprès des Ménages (EPM) menée par l'Institut National de la Statistique (INSTAT) stipule que 76,5% des ménages malgaches vivent en dessous du seuil de la pauvreté (revenu inférieur à 1,25\$ par jour).

En sachant ces données, tout citoyen malgache se pose instinctivement la question quelles sont les causes de ce marasme économique que subisse notre pays ? Mais en plus d'être un simple citoyen, un économiste en ajoute une deuxième interrogation : comment surmonter cette situation qui est loin d'être une fatalité pour Madagascar avec ses riches potentialités économiques ?

Sur ce, en ayant comme thème CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT A MADAGASCAR, cette étude fixe avant tout comme objectif de relater les blocages de l'avancée économique de cette grande nation; Et a part cela puis que « les économistes brisent les chaînes de la pauvreté » comme l'indique la devise de notre prestigieux département, il importe d'avancer des solutions réalisables pour remédier à ces entraves.

Face à l'étendue du champ d'étude ainsi couvert, on attend comme résultats non seulement une prise de responsabilité des Autorités centrales et des cadres de l'Administration malgache. La participation active des collectivités territoriales au développement du pays doit en outre accompagner le travail de concert entre le secteur privé et l'Etat, en l'occurrence par le biais du Ministère de l'Economie et de l'Industrialisation et le Ministère du Commerce.

Compte tenu relativement des limites, nous nous efforceront de dégager l'essentiel tout en nous invitant à prendre activement part au débats liés aux nombreuses questions et pistes de réflexions qui puissent nous amener à comprendre et à approfondir les

connaissances en la matière. D'où la nécessité des supports tel que : les articles, les prospections socio-économiques, la lecture des ouvrages spécifiques...

Il s'avère nécessaire cependant de souligner que quelques notions de bases doivent être bien assimilés ainsi que des théories liées à ce thème afin que nous pourrions bien argumenter, à cela s'ajoute des études de cas en nous basant sur des données chiffrées.

Seront traiter comme plan, en première partie, la présentation de l'économie malgache et en seconde partie, les analyses et propositions d'un plan de relance pour la réalisation de développement de Madagascar.

# PREMIERE PARTIE: PRESENTATION DE L'ECONOMIE MALGACHE

Madagascar est parfois appelé le « Huitième continent » en raison de la diversité de sa flore et de sa faune, dont la plupart sont uniques à l'île. Le patrimoine unique de la nature de Madagascar en fait une destination attrayante pour les touristes.

Malheureusement, la force de ces atouts n'a pas été égalée sur le plan des performances économiques. Après avoir été l'une des économies les plus performantes d'Afrique dans les années 1960, Madagascar a perdu du terrain en raison de plusieurs décennies de mauvaise gestion économique. Des années 1970 jusqu'au milieu des années 1990, la croissance du produit intérieur brut (PIB) était en moyenne de seulement 0,5 pour cent, alors que la croissance démographique augmentait de près de 2,8 pour cent par an. Le revenu par habitant est passé de 473 dollars en 1970 à 410 dollars en 2008, plaçant Madagascar parmi les pays les plus pauvres du monde. Selon l'Enquête sur les ménages de 2005, plus des deux tiers de la population (68,7%) vit en dessous du seuil de pauvreté. A nos jours, l'économie malgache a la plus faible croissance au niveau du continent africain<sup>1</sup>. Au tableau d'horreur, on trouve Madagascar avec tous les indicateurs économiques dans le rouge : une croissance négatives (-2% en 2010), un indice du développement humain négatif, un revenu national brut par habitant faible, un Etat défaillant et une crise de confiance de la part des investisseur étrangers. La perspective de croissance en 2011 est également faible<sup>2</sup>.

Depuis 2009, le pays est mal géré. La déforestation s'accélère et les investisseurs attendent le retour à la stabilité politique pour investir. Le potentiel économique de la grande île est inexploité malgré des ressources naturelles abondantes<sup>3</sup>.

<sup>1</sup>Site internet Slate, après avoir établi un bilan des meilleurs et des pires économies du continent noir

<sup>2</sup> FMI

<sup>3</sup> Magasine MADAGASCAR laza du 14 mars 2012

# **PREMIER CHAPITRE: LA REALITE DE L'ECONOMIE**

## **MALGACHE**

Malgré les performances économiques réalisées (lutte contre la pauvreté...), le problème de l'endettement de Madagascar reste encore inchangé à cause de la dépendance extérieure. La performance économique de Madagascar s'avère décevante depuis au moins trois décennies. Pour mieux analyser ce chapitre, nous abordons en premier lieu, l'étude de la faiblesse du taux de croissance économique en se basant sur la politique budgétaire et la concentration sectorielle et géographique de la croissance ; en second lieu, l'analyse de l'inflation, travail et revenu en analysant l'emploi et le chômage, le revenu des ménage et l'inflation ;enfin pour finir ce chapitre, en dernier lieu, l'études des échanges extérieures en analysant la balance commerciale et la balance de paiement ainsi que la dépréciation monétaire.

### SECTION 1 : FAIBLE TAUX DE CROISSANCE ECONOMIQUE

Pendant ces dernières décennies, la croissance économique est restée extrêmement basse, pas même suffisante pour compenser le taux d'accroissement rapide de la population. A chaque fois qu'une accélération s'est produite, elle est neutralisée par une crise politique qui a conduit à une nouvelle chute significative du revenu par habitant.

La fragilité de la croissance économique à Madagascar s'illustre par l'examen plus approfondi des statistiques nationales des quatre dernières années.

**Tableau 1 :** Evolution du PIB de 2006 à 2010

<b>LIBELLES</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
PIB par habitant (USD)	311,2	407,65	508,9	451,2	434,8
PIB nominal (millions USD)	515,2	7 343,1	9 424,2	8 590,2	8 525,4
Taux de croissance du PIB(%)	5,0	6,2	7,1	-3,7	0,6
Croissance du secteur primaire (%)	2,1	2,2	2,9	8,5	1,1

Croissance du secteur secondaire (%)	3,5	9,7	3,6	-7,4	2,1
Croissance du secteur tertiaire (%)	7,1	7,8	8,2	-7,1	-0,1
Investissement brut (public, privé en %)	25,3	29,3	44,1	ND	ND

**Source :** Banque Centrale de Madagascar (2010)

Après analyse de l'évolution du PIB du 2006 à 2010, on voit que la politique budgétaire est généreuse mais il n'y a pas développement du secteur privé et ainsi la croissance est concentrée dans le domaine sectoriel et géographique.

### 1-1 Politique budgétaire généreuse et non développement du secteur privé

Entre 2003-2008, le taux de croissance par habitant s'est montré satisfaisant (3,4%)<sup>4</sup> et se rapprochant de la performance enregistrée par les pays émergents. Une partie de cette croissance s'explique par le rattrapage des effets négatifs de la crise politique survenue en 2002.

Le regain économique s'est davantage reposé sur une politique budgétaire généreuse que sur un véritable essor du secteur privé. En effet, les dépenses totales de l'Etat ont connu une explosion du budget d'investissement public de 2005 à 2008 soit de 2 145,5 milliards d'Ariary à 3 483,4 milliards d'Ariary<sup>5</sup>. Cette politique visait à résorber les déficits en matière d'infrastructure physique et de capital humain dont souffrait et souffre encore le pays. Mais elle a été en grande partie le fruit d'un financement extérieur pour compenser les faibles capacités d'épargne domestique. En effet, l'aide extérieur a augmenté de moins de 2% du PIB au début des années 2008 à environ 9 % du PIB en 2007-2008, jusqu'à financer près de 2/3 du budget d'investissement ou l'équivalent de 70% des revenus publics.

Le rôle prépondérant joué par la politique budgétaire et par l'apport du financement externe est censé permettre de provoquer une croissance auto-entretenue par le secteur privé.

---

<sup>4</sup> Banque Centrale de Madagascar (2009)

<sup>5</sup> id

## 1-2 Concentration sectorielle et géographique de la croissance

L’investissement privé (domestique et étranger) avait augmenté de 14% du PIB en 2003 à 18% en 2006 puis à environ 34% en 2008. Cette hausse restait cependant à la fois et concentrée sur un nombre réduit de projets et de régions.

Le manque de diversification sectoriel s’illustre par le constat que cinq secteurs sur plus d’une vingtaine ont compté pour presque 80% de la croissance du PIB malgache entre 2003 et 200<sup>6</sup> : la construction des bâtiments et travaux publics (BTP) : l’apport de la construction reposait sur les investissements publics (et leur effet multiplicateur sur les prestataires et les sous-traitants) ainsi que sur le lancement des deux projets minier (Sherritt et QMM/Rio Tinto) qui comptaient pour la moitié de l’investissement privé total et 90 % de l’investissement direct étranger en 2008. La contribution des ces deux projet à l’économie nationale est indéniable pendant leur phase de construction ; les services (hors commerciaux et financiers) ; le transport de marchandises ; le commerce. Quant à l’agriculture, les ménages des exploitants agricoles représentent en tout 67,8 % de l’ensemble des ménages. Ce pourcentage est de 38,6% en milieu urbain, contre 76,0 % en milieu rural. Cependant, la proportion des ménages agricoles au sens large (ceux qui ont pratiqué l’agriculture les douze derniers mois qui ont précédé l’interview) atteint 80,60 % : 51,8 % en milieu urbain et 88,7 % en milieu rural<sup>7</sup>.

En plus de sa concentration sur un nombre limité de secteurs, la croissance économique malgache s'est localisée sur quelques régions spécifiques plutôt que sur une vague repartie sur l'ensemble du territoire national. C'est ainsi que les activités de construction et des commerces ont surtout pris place dans l'agglomération d'Antananarivo (de loin la plus fortement peuplée) et dans les régions autour de Tamatave et de Fort Dauphin, où se trouvent les deux projets miniers précités ainsi que le principal port de Madagascar (80 % du commerce international transite par le corridor entre Tamatave et Antananarivo/Antsirabe). Cette concentration géographique de la croissance correspondait au choix stratégique de favoriser la création d'entreprise et d'emplois autour de pôles de croissance en raison de leur forte densité de population, génératrice d'économies d'échelle au niveau de la production et de la distribution, de leur proximité de projets d'envergure qui peuvent servir de locomotive, et de par leur accès aux marchés domestiques et internationaux.

---

<sup>6</sup> Rapport de la Banque Mondiale

<sup>7</sup> Enquête Périodique auprès des Ménages 2010 de l'INSTAT

Si l'expérience historique et internationale justifie cette approche, celle-ci conduit, mal maîtrisée, à la marginalisation de nombreuses régions où vivent la majorité des ménages en situation de pauvreté extrême.

Ces tensions se sont trouvées exacerbées à Madagascar par la quasi-absence de politique de péréquation financière de l'Etat et par les difficultés migratoires causées par l'isolement de certains régions.

La concentration sectorielle et géographique de la croissance à Madagascar compte parmi les facteurs qui ont contribué non seulement à la faible réduction de la pauvreté dans le pays, mais aussi à l'émergence d'inégalités. Le taux de pauvreté à Madagascar a stagné autour de 68 % entre 2001 et 2005 (dates des deux enquêtes auprès des ménages), même si l'INSTAT a calculé qu'elle aurait chuté à 65,4 % à la fin de 2008 pour ensuite arriver à 76,5 % actuellement.

Ce qui amène l'attention d'étudier la situation de travail et de revenu à Madagascar.

## SECTION 2 : INFLATION, TRAVAIL ET REVENU

La crise politique qu'a traversée la Grande Ile en 2009 a engendré de mauvaises répercussions sur la situation socio-économique. L'interruption des financements extérieurs a provoqué de nombreux changements brusques tant sur le marché intérieur en général que sur les activités rémunératrices des ménages.

### 2-1 Emploi et chômage

Le recul de la croissance économique est illustré par la crise de l'emploi à Madagascar. En 2010, la représentation du Bureau Internationale du travail (BIT) estime à 228 000 le nombre d'emploi perdu après l'éclatement de la crise politique dans le pays. Avec la perte de l'éligibilité à l'« African Growth and Opportunity Act » (AGOA), ce chiffre a dépassé les 300 000.

Le chômage technique touche périodiquement les entreprises tous les ans. En 2009, elles sont 514 à le déclarer auprès du ministère du Travail, soit plus du double qu'en 2008. Le secteur Tertiaire est le plus touché avec plus de 75 % des pertes d'emplois tandis que le secteur Primaire, plus informel, est presque épargné<sup>8</sup>.

---

<sup>8</sup> BIT 2010

Dans cette économie ralentie, le secteur des transports a été durement touché. La baisse des déplacements des biens et des personnes est aussi bien une cause qu'un effet de la décroissance. En général, la consommation de carburants a chuté<sup>9</sup>. Le secteur touristique ne se relève pas encore de la crise avec une baisse d'environ 60% des fréquentations.

Le taux de chômage a connu une hausse d'un point par rapport à 2005, il est de l'ordre de 3,8 % de la population active du pays. A première vue, ce taux reste très faible et donc réconfortant vu que le chômage est un phénomène essentiellement urbain : 7 ,6 % dans les villes et moins de 3% dans les campagnes<sup>10</sup>.

Or, les tensions sur le marché du travail ne se manifestent pas par un chômage ouvert, mais par un sous emploi massif du facteur de travail. En effet, le sous-emploi lié à la durée du travail (moins de 35 heures par semaine contre leur gré) et la situation d'emplois inadéquats (salaire horaire inférieur au minimum admis), touchent respectivement plus de 25% et plus de 42 % des actifs occupés.

## 2-2 Revenus des ménages et inflation

Les entreprises non agricoles génèrent un revenu annuel médian estimé à 350 000Ar. Les performances de ces entreprises, en général, se sont détériorées au cours de l'année 2010. Plus de 51 % d'entre elles ont répondu avoir connu une baisse de leur revenu par rapport à l'année dernière ; et seulement 19,9 % l'ont vu augmenter.

En 2010, le niveau de revenus salariaux annuels moyen est estimé à 1 388 000 Ar. En le comparant aux chiffres obtenus en 2005, on enregistre une hausse annuelle moyenne de 6,9 %, en termes nominale, au cours de ces cinq dernières années<sup>11</sup>.

Malgré un fléchissement par rapport à l'évolution au cours de la période 2001-2005, cette hausse de revenus salariaux va à l'encontre de toute attente compte tenu de la crise socio-économique qui secoue l'ensemble de l'économie et le secteur formel, en particulier, depuis la fin de 2008.

Mais, en entrant plus dans les détails, l'on s'aperçoit que les licenciements massifs dans le secteur formel, notamment dans les entreprises franches, ont surtout affecté les catégories de salariés les moins rémunérés d'où la hausse « artificielle » de salaire.

---

<sup>9</sup> id

<sup>10</sup> INSTAT(2009)

<sup>11</sup> id

En outre, le Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance (SMIC) à Madagascar est de 70.025.40 Ariary (environ 28 Euros) depuis le 1er janvier 2008. Le prix d'un sac de riz c'est juste une référence mais l'effectivité reste précaire.

Quant à l'inflation, l'Indice des Prix à la Consommation a augmenté de 0,4 % entre juin et juillet 2011. Les trois villes de Toamasina, Toliara et d'Antsiranana enregistrent des baisses respectives de -0,1 %, -0,6 % et -1,1 % alors que les hausses varient entre +0,1 % et +0,7% pour Mahajanga, Fianarantsoa et Antananarivo. Depuis le début de l'année, c'est-à-dire entre Décembre 2010 et Juillet 2011, l'indice a augmenté de 3,7 % et, en termes de glissement annuel, c'est à dire de juillet 2010 à Juillet 2011 la hausse est de 9,4 %<sup>12</sup>.

### SECTION 3 : LES ECHANGES EXTERIEURS

Il s'agit d'illustrer succinctement la situation monétaire de Madagascar, la structure de la balance commerciale et enfin celle de la balance des paiements.

#### 3-1 Balance commerciale déficitaire

Faute d'indépendance du marché extérieur, les importations des biens excèdent de temps en temps les exportations. En outre, ce sont les biens de consommation qui constituent la majeure partie des biens importés. Ce qui signifie l'inadaptation de l'appareil productif du pays à répondre aux besoins de ces citoyens.

Il est envisagé, pour 2010, une augmentation des exportations en valeur de l'ordre de 24,3% car les industries extractives vont exporter plus par rapport à l'année dernière. Mais on table aussi sur une baisse des importations de 2%. Il faut savoir que les exportations malgaches restent tournées vers l'Union Européenne si la part de l'Asie progresse rapidement dans les importations.

Pour expliciter cette réalité, nous allons résumer dans un tableau l'évolution des importations et des exportations, ainsi que la balance commerciale du pays durant l'année 2009 et l'année 2010 :

---

<sup>12</sup> Banque centrale de Madagascar, 2009

**Tableau 2** : Evolution des importations et des exportations, ainsi que la balance commerciale du pays durant l'année 2009 et l'année 2010.

<b>ANNEE</b>		<b>EXPORTATIONS</b>	<b>IMPORTATIONS</b>	<b>BALANCE COMMERCIALE</b>
<b>2009</b>	1 <sup>ère</sup> Trimestre	425 346,1	1 933 549,6	-1 508 203,4
	2 <sup>ème</sup> Trimestre	476 660,6	1 654 050,8	-1 177 390,2
	3 <sup>ème</sup> Trimestre	613 243,0	1 233 567,5	-620 324,5
	4 <sup>ème</sup> Trimestre	544 415,1	1 282 966,0	-738 550,9
	<b>TOTAL</b>	2 059 664,9	6 104 133,9	-4 044 469,1
<b>2010</b>	1 <sup>ère</sup> Trimestre	377 133,0	1 430 964,	-1 053 831,1

**Source :** Banque Centrale de Madagascar

Le pays réalise moins de 15% de son commerce avec l'Afrique et l'Océan Indien, et reste structurellement tourné vers l'Union Européenne (70% des exportations malgaches) et la France qui demeure le premier client du pays, absorbant plus de 40% des exportations. Concernant les importations, les principales progressions sont enregistrées par l'Asie de l'Est. La Chine et le Japon cumulent désormais près de 15% des importations malgaches.

### 3-2 La balance des paiements déficitaires

La crise a eu des impacts sur la balance des paiements. Les exportations ont connu une baisse sensible : passant de 2 851 344 367 598 (valeur FOB en Ariary) en 2008 à 343 759 765 901(valeur FOB<sup>13</sup>) en 2009. Les importations ont également connu une chute : passant de 6 52 1 872 287 089(valeur CAF en Ariary) en 2009<sup>14</sup>.

Le déficit des transactions courantes s'élèvent à -976.2 millions de DTS, soit environ 16.2% du PIB. La balance globale a accusé un déficit de 76.6 millions de DTS en 2009. Cette situation a conduit à une dépréciation de l'Ariary ainsi qu'au fléchissement des investissements et les équipements sont en effet essentiellement achetés à l'étranger.

**Tableau 3 :** Evolution de la balance des Paiement de Madagascar depuis 2006 en 2010

Année	2006	2007	2008	2009	2010
Exportations de biens FOB (en millions USD)	967,3	1 236,7	1 309,1	1 051,5	1 593,9
Importations de biens FOB (en millions USD)	-1 532,4	-2 238,1	-3 212,1	-2 719,1	-2 618,2
Balance commerciale (en % PIB)	-10,2	-13,6	-20,2	-19,4	-10,7
Importations de services non facteurs (en millions USD)	-785,4	-1 173,4	-1 577,8	-1 173,4	-1 282,3
Exportations de services non facteurs (en millions USD)	665,1	997,5	1 295,9	886,2	1 156,2
Services NF nets (en millions USD)	-120,3	-175,9	-281,9	-287,1	-126,1
Balance des payements courants (en % PIB)	-9,5	-11,9	-18,7	-20,3	-12,2
Investissemets Directs Etrangers (en millions USD)	283,0	740,0	1 135,1	1 385,6	731,0
Balance globale (% PIB)	4,2	3,1	1,1	-0,3	-0,1

**Source :** Banque Centrale de Madagascar 2009

Puis que les matériels et les équipements sont dans la plupart des cas achetés à l'étranger, le déficit des transactions courantes s'élèvent à -976,2 millions de DTS en 2009.

<sup>13</sup> Au prix jusqu'à l'arrivé à quai des marchandises

<sup>14</sup> INSTAT

Cela résulte aussi à la fermeture de plusieurs entreprises locales entraînant évidemment une hausse des importations. Ainsi, la balance globale a accusé un déficit de 76,6 millions de DTS en 2009, soit environ 0,3% du PIB. Heureusement, les efforts entrepris par les autorités monétaire, en l'occurrence la Banque centrale, ont conduit à réduire ce déficit à -0,1% en 2010.

### 3-3 Dépréciation de la monnaie

Au cours du premier semestre de 2009, les conditions du marché caractérisées par une tendance à la dépréciation de l'euro sur le marché international se sont traduites par une dépréciation de la monnaie nationale. En effet, à fin juin 2009 et par rapport aux taux de fin décembre 2008, l'ariary s'est déprécié de 3,7% par rapport à l'euro et de 4,0% par rapport au dollar US. Selon l'indice composite des cours de l'ariary par rapport à l'euro et au dollar US pondéré par le volume des transactions sur le MID, l'ariary s'est déprécié de 3,0%.

Par rapport aux taux de fin juin 2008 (en glissement annuel) à fin juin 2009, la monnaie nationale a accusé une forte dépréciation : de 9,1% par rapport à l'euro et de 22,1% par rapport au dollar US. L'Indice composite indique une dépréciation de l'ariary de 13,2% en glissement annuel.

En termes réels, à fin juin 2009, la monnaie nationale s'est dépréciée de 2,1% par rapport à la situation de fin décembre 2008 et de 1,3% en glissement annuel. Cette dépréciation réelle est attribuable à la dépréciation nominale de la monnaie nationale, l'inflation intérieure ayant été légèrement plus élevée (+2,1 % par rapport à décembre 2008) que celle observée chez les partenaires commerciaux (+0,6 %). La situation du marché observée au cours de la période étudiée, la nette appréciation de la monnaie américaine sur le marché international et la forte prédominance des transactions libellées en dollars US ont déterminé l'évolution du cours de l'ariary sur le MID. En effet, à fin mars 2010 et par rapport aux taux de fin décembre 2009, l'ariary s'est globalement déprécié, mais beaucoup plus fortement par rapport au dollar que par rapport à l'euro. Vis-à-vis du dollar, la dépréciation de la monnaie nationale a été de 7,9%, contre 1,4% vis-à-vis de l'euro. L'Indice Composite des cours de l'ariary par rapport à l'euro et au dollar US pondéré par le volume des transactions sur le MID donne une dépréciation de l'ariary de 4,9%.

En glissement annuel, à fin mars 2010, la monnaie nationale s'est dépréciée de 7,7% par rapport au dollar US et de 8,8% par rapport à l'euro. Selon l'Indice Composite, la dépréciation de l'ariary a été de 8,2% en glissement annuel.

A fin mars 2010 et par rapport à la situation de fin décembre 2009, en termes réels, la monnaie nationale s'est quasiment stabilisée, avec une très légère appréciation réelle de 0,2% et ce, après avoir connu une forte dépréciation au cours des deux premiers mois de 2010.

Cette légère tendance à l'appréciation réelle est imputable à l'inflation intérieure qui a été nettement plus élevée (+3,1% par rapport à décembre 2009) que celle observée chez les partenaires commerciaux (+0,5% par rapport à décembre 2009), l'ariary s'étant déprécié au cours de cette période.

En glissement annuel, l'ariary s'est déprécié en termes réels de 2,4% suite à la dépréciation nominale de la monnaie nationale, le niveau d'inflation intérieure ayant été distinctement plus fort (+8,1% par rapport à mars 2009) que celui des partenaires (+1,4% par rapport à mars 2009).

## ***SECOND CHAPITRE: CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIE***

Pendant longtemps, la distinction entre croissance et développement présente encore des nuances. Pour Rostow<sup>15</sup>, le développement n'est qu'une phase de la croissance d'après sa théorie sur les cinq étapes de la croissance. Pourtant, le processus de croissance et le processus de développement sont deux termes qui se distinguent l'un de l'autre.

D'après François Perroux : « La croissance économique est l'augmentation soutenue pendant un ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension économique, souvent le PIB par habitant » alors que « le développement est la combinaison de changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global »<sup>16</sup>. Dans ce second chapitre, nous allons étudier en premier lieu les théories sur la croissance, en second, les théories sur le développement et pour finir, la méthodologie du plan de travail.

### **SECTION 1 : LA CROISSANCE ECONOMIQUE**

La croissance économique désigne la variation positive (une hausse continue) de la production de biens et services dans une économie sur une période donnée, généralement période longue.

#### **1-1 Les théories de la croissance**

Jusqu'à la fin du XIX è siècle, les théories dits classiques (Smith, Malthus, Say, Ricardo) et la synthèse néoclassique (jusqu'à l'optimum Parétien) s'intéressent aux mécanismes de croissance, en privilégiant le facteur capital (épargne et investissement) dans un cadre général marqué par la faiblesse de l'intervention publique.

Après la généralisation de la révolution industrielle, la première moitié du XXe siècle est caractérisé par la formulation du marché de concurrence imparfaite, et par l'accélération du progrès technique et organisationnel. Schumpeter fait de ce progrès à la fois le moteur d'un mode de croissance cyclique, et la source de crises économiques.

---

<sup>15</sup> Théorie de stade de W.W. Rostow

<sup>16</sup> Perroux François, l'économie du XXème siècle, Paris, PUF, 1969, p.155

L'économie contemporaine s'intéresse plutôt aux conditions de la croissance et aux mécanismes d'optimisation de celle-ci en posant notamment la question de la maîtrise de la croissance.

#### *1-1-1 Les théories classiques*

Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, A. Smith identifie les multiples causes de l'augmentation de « la richesse des nations ». Outre l'accroissement des moyens de production, il privilégie la division du travail et la spécialisation, ainsi que le développement des échanges. Ces facteurs sont considérés comme exogènes, c'est-à-dire indépendant les uns des autres, et extérieurs à la logique des agents économiques. Les théories classiques privilégient l'accumulation du capital, source d'investissements.

Pour Ricardo, la croissance conduit à un état stationnaire : « L'augmentation de la population nécessite une augmentation de la production agricole ; Mais les nouvelles terres mises en culture sont soumises aux rendements décroissants. Le coût de productions et donc le prix des denrées alimentaires augmentent ». Les industriels, en augmentant les salaires réduisent leurs marges et donc l'investissement. Enfin, toujours dans cette perspective d'état stationnaire, Malthus note que la croissance économique semble limitée par l'accroissement plus rapide de la population que de la production<sup>17</sup>.

#### *1-1-2 La théorie hétérodoxe de J. Schumpeter*

L'innovation est le facteur explicatif de la croissance et du développement économique à long terme. L'entrepreneur schumpétérien est un innovateur, et le profit légitime est la rémunération du risque pris lors de la mise en œuvre du processus d'innovation.

A courts terme, les conditions de l'activité économique sont fixées (par l'état de la technologie par exemple). Dans le long terme, les conditions de l'activité économique se transforment, les agents se renouvellent, les technologies, l'environnement juridique et les marchés se modifient. En distinguant Cinq types d'innovation (produits, marchés, procédés, matières premières et organisation des entreprises), Schumpeter fait des vagues d'innovations, le moteur de la croissance (et l'origine des crises de mutation, par le remplacement des anciennes activités dominantes, par de nouvelles industries émergentes).

---

<sup>17</sup> Histoire de la pensée économique 1<sup>ère</sup> année Economie

### *1-1-3 Les théories contemporaines*

La théorie néo-keynésienne d'Harrod-Domar (1947) montre que le taux de croissance ( $G$ ) est lié au rapport du taux d'épargne ( $S$ ) au taux d'investissement en capital( $K$ ) tel que  $G=S/K$ . La croissance est liée à l'investissement en capital des entreprises, lui-même lié à l'épargne des ménages. En conséquence, l'Etat peut agir sur le niveau de croissance en favorisant l'épargne, soit par la politique des revenus soit pour la politique fiscale et budgétaire<sup>18</sup>.

La théorie néoclassique de Solow (1956) explique la nature exogène de la croissance. La croissance est stable et équilibrée lorsqu'il y a une « juste » répartition entre les deux facteurs de productions,  $K$  (capital) et  $L$  (travail). La relation entre  $K$  et  $L$  est définie par une fonction de production homogène de type Cobb-Douglas telle que  $Y=f(K(\alpha), L(1-\alpha))$ . Pour la suite, le progrès technique sera intégré à ce modèle comme une variable exogène, et défini en tant que « facteur résiduel ». Dans le modèle de Solow, il existe une croissance de long terme stable, dont le rythme ne dépend que de l'évolution de la population et de la technologie, et non des comportements économiques des agents<sup>19</sup>.

### *1-1-4 Le renouveau de la croissance endogène (depuis 1960)*

Pour ces théories plus récentes, la croissance résulte de l'interaction de 4 facteurs. En investissant dans de nouveaux équipements (capital physique), l'entreprise contribue directement à la croissance (hausse de la production). Mais l'investissement induit à terme une augmentation du capital technique (par le progrès technique) et du capital humain (par la hausse du niveau d'éducation /formation). Les investissements consentis par la collectivité (Etat et collectivités locales) agissent sur le capital public et sur le capital humain (éducation et santé publique).

Dans ce cadre, contrairement au modèle de Solow, le taux de croissances est endogène dans la mesure où il dépend aussi du comportement des agents économiques. Le modèle de croissance endogène, suppose notamment que le comportement économique des agents, tel que le choix de taux d'épargne a une influence sur la croissance. Plus le taux d'épargne est élevé, plus la croissance peut être forte<sup>20</sup>.

---

<sup>18</sup> Cours développement et croissance, 3<sup>ème</sup> année Economie

<sup>19</sup> W.W.W.cerperg.ac-versailles.fr

<sup>20</sup> Id

## 1-2 Mesure de la croissance économique

Selon François Perroux, la croissance économique est « l'augmentation soutenue durant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension : pour une nation, le produit global brut ou net, en termes réels »<sup>21</sup>. La croissance économique correspond donc à l'accroissement de la quantité de biens et services produits dans un pays au cours d'une période donnée.

Depuis le XVIème siècle, différents auteurs et économistes ont tenté de chercher des indicateurs de mesure de la croissance économique. Pour les mercantilistes (du XVI au XVIIIème siècle), les richesses d'une nation sont mesurées par l'accroissement de ses réserves en métaux précieux (or, argent...). Quant aux physiocrates (1756-1768), ils voient dans l'agriculture la seule activité productive capable de produire un « produit net »<sup>22</sup>.

Ce n'est qu'à l'époque des néoclassiques (fin XIXème siècle) qu'on a mis sur pied l'idée de mesurer la production globale d'une économie. L'indicateur le plus approprié pour mesurer la croissance économique est le PIB réel et le PIB par habitant. Mais d'autres organismes internationaux se réfèrent du PNB et le PNB par habitant.

### *1-2-1 Le produit intérieur brut ou PIB*

Le PIB est agrégat macroéconomique qui sert à mesurer la performance économique de la nation.

Le PIB au prix du marché (PIB pm), c'est le PIB obtenu par la somme des valeurs ajoutées(VA)<sup>23</sup> à tous les stades de processus de production de la TVA, des droits des douanes et assimilés (DD) : c'est l'approche du PIB par la production.

$$\text{PIB pm} = \text{VA} + \text{TVA} + \text{DD}$$

Le PIB au coût des facteurs alors, c'est le PIB au prix du marché (PIB pm) déduit des taxes indirectes (T ind)

$$\text{PIB cf} = \text{T ind} - \text{PIB pm}$$

---

<sup>21</sup> J. Bremond, A. Geledan, Dictionnaire économique et sociale, Paris, Hatier, 1990, p. 115

<sup>22</sup> Histoire de la pensée économique 1<sup>ère</sup> année Economie

<sup>23</sup> La valeur ajouté d'un agent économique est la différence entre sa production P de l'année et ses consommations intermédiaires CI : VA = P – CI. Elle représente la valeur nouvelle créée au cours du consensus de production.

La consommation intermédiaire représente la valeur consommée dans les différents consensus reproduction.

Mais il existe deux autres approches du PIB : l'approche par le revenu et l'approche par la demande.

Selon l'approche par le revenu, le PIB, c'est la somme des rémunérations des salariés (Rs), du revenu mixte (Y<sub>m</sub>), des excédants brutes des exploitations (EBE), des impôts (Imp) et taxes indirect (T<sub>ind</sub>)et moins les subventions d'exploitations (SE).

$$\text{PIB} = (\text{Rs} + \text{Ym} + \text{EBE} + \text{Imp} + \text{T ind}) - \text{SE}$$

L'approche par la demande à son tour stipule que le PIB représente la valeur des biens et services produits par des unités résidentes et disponibles pour les emplois finals.

Selon l'équilibre général ressources emplois, le PIB est la somme de la demande intérieur et du solde extérieur.

$$\text{PIB} + M = CF + FBCF + X + VS$$

Avec M : importations

CF : consommation finale

FBCF : formation brute de capital fixe (investissement)

X : exportation

VS : variation de stocks

$$\text{Alors, PIB} = (CF + FBCF + X) + (VS - M)$$

Ce qui veut dire, la demande intérieure est (CF + FBCF + VS) et le solde extérieur c'est (X - M)

Pour cela, le PIB se décompose comme en PIB au prix de l'année courante en indice de prix ou déflateur et en PIB au prix constants qui est l'indicateur de volume, avec lequel on calcul le taux de croissance du PIB.

### *1-2-2 Le Produit National Brut ou PNB*

Le PNB concerne la production réalisée à l'intérieur et à l'extérieur du territoire national, grâce à des facteurs de production fournis par des agents économiques résidents.

PNB = PIB + Revenus du Travail, de la Propriété et de l'Entreprise reçus du Reste du Monde - Revenue du travail de la Propriété et de l'Entreprise versés au Reste du Monde.

### 1-3 Facteurs de la croissance économique :

La croissance économique c'est l'augmentation du PIB. Elle est parfois négative, par exemple en période de récession. La croissance économique provient de différents facteurs : le travail, le capital et le progrès technique.

La quantité de travail mise en œuvre dépend de la population en âge de travailler. On peut utiliser tout ou partie de cette population en âge de travailler. Cela va donc aussi dépendre du chômage et du taux d'activité. A côté de cela, il y a un aspect qualité, quelle est la qualification de la main-d'œuvre ? Quelle est la qualification de cette population en âge de travailler ? Plus cette qualification va être élevée ou plus elle va s'améliorer, et plus on va pouvoir en tirer une croissance forte. Cette qualification va être mesurée, par exemple, par la part de la population en âge de travailler qui a dépassé tel ou tel niveau de qualification.

Là encore, même distinction, le capital physique d'un côté, la quantité de machines, la quantité de bâtiments dans lesquels on installe ces machines aussi bien dans l'industrie que dans le secteur tertiaire d'ailleurs. D'autre part, la qualité de ce capital, c'est-à-dire quelle est l'intensité de connaissances technologiques incorporées à l'intérieur de ce capital. Donc, vous pouvez avoir plus de croissance avec soit plus de capital soit avec du capital qui est plus intense en technologie en innovation par exemple.

Dans les modèles néoclassiques de croissance, le progrès technique est un variable exogène. Quand on cherche à mesurer l'impact du progrès technique sur la croissance, on en est souvent réduit à raisonner « en creux », en attribuant au progrès technique la part de croissance que les facteurs ne peuvent expliquer . Le progrès technique st donc assimilé au « résidu » ou à la « productivité globale des facteurs », c'est- à -dire à la part de la croissance observée qui reste inexplicable.

Il faut sans doute mentionner, comme facteur de la croissance étroitement lié au progrès technique, la disponibilité de sources d'énergies relativement bon marché et capables de faire fonctionner les machines. Il y a aussi d'autres facteurs de la croissance économique comme : les facteurs liés à l'offre ; les facteurs liés à la demande ; les facteurs d'ordre psychologique ; le rôle de l'Etat.

Les raisonnements en termes d'offre se placent du côté de la structure productive. Comment expliquer qu'une entreprise par exemple puisse augmenter sa production ?

En fait, cette augmentation peut s'expliquer: soit par l'augmentation de la quantité de facteurs de production (capital et travail) utilisés par l'entreprise : on parle alors de croissance extensive ; soit par l'amélioration de l'efficacité des facteurs de production utilisés, c'est-à-dire de leur productivité : on parle alors de croissance intensive. Les raisonnements en termes de demande se placent cette fois-ci du côté des achats. Si une entreprise augmente sa production, c'est pour répondre à la demande qui lui est adressée.

Cette demande, comme le montre l'équilibre emplois/ressources, provient : soit des consommateurs nationaux (via la consommation finale) ; soit des consommateurs internationaux (via les échanges extérieurs) ; soit des entreprises à des fins d'investissement (via la FBCF).

L'évolution de la demande de la structure productive, dépendent en partie de facteurs plus psychologiques. Parmi ceux ci, on met en avant : la confiance des agents économiques, qui les pousse à consommer ; le développement de la rationalité ; le développement de l'esprit d'entreprise via le goût du risque et l'apparition d'entrepreneurs.

L'Etat, par son action, peut contribuer à sa croissance économique en : mettant en place des infrastructures ; des mesures visant à internaliser les externalités ; promouvant la concurrence en luttant contre les monopoles ; formant la population pour augmenter le capital humain ; mettant en place des pôles de compétitivité ; contribuant à la relance de la demande via ses dépenses publiques et au « moral » des agents économiques afin de relancer la confiance.

#### 1-4 Moteur de la croissance économique

La croissance ne s'explique pas uniquement par les facteurs influençant les capacités à produire. Elle dépend aussi de la demande. En effet, on produit d'autant plus que la demande est forte. Il est d'usage d'appeler moteurs de la croissance les diverses composantes de la demande, qui tirent la croissance. Ces moteurs dépendent du choix des acteurs économiques. On peut distinguer : l'investissement ; la consommation ; les exportations.

Selon l'analyse de nombreux économistes, l'amélioration de la performance des exportations pourrait donner l'impulsion bien nécessaire pour la croissance économique dans les économies en développement. Les exportations peuvent avoir une incidence sur la productivité en encourageant une meilleure allocation des ressources conduit par la

spécialisation et augmenté l'efficience, qui à leur tour générer des dynamiques avantages comparatif par réduction des coûts pour un pays qui facilite les exportations. Enfin, la croissance des exportations favorise également le capital et l'accumulation de devises étrangères et permet ainsi à l'importation des entrées de capitaux et des intermédiaires nécessaires à la production des exportations de marchandises.

L'investissement est l'acte qui consiste à acquérir des biens d'équipements durables destinés à accroître la production des biens et des services dans le futur. Il joue un rôle double au sein de l'activité économique : En tant que composante de la demande finale, l'investissement est comme une dépense et à ce titre, il peut soutenir l'activité économique indépendamment de l'usage concret auquel il est destiné ; Mais étant que facteur de production, il est souvent considéré comme le moteur de la croissance économique dans la mesure où il accroît les capacités productives du pays et améliore sa productivité.<sup>24</sup>

La consommation comme l'investissement est essentiel voir indispensable à toute activité économique. Toute l'économie se base essentiellement sur la consommation, donc plus les ménages consomment plus ça sera favorable pour l'économie. Une consommation supérieure engendre un surplus de production et donc une croissance du PIB. La consommation est considérée comme un moteur de croissance économique car plus la consommation augmente, plus les entreprises produiront davantage, ce qui stimule la croissance économique.

## SECTION 2 : LE DEVELOPPEMENT

Le développement est un ensemble de changement observable sans les systèmes économique et social et qui conditionnent la croissance. Il est aussi une action quantitative qui implique des changements dans les structures démographiques, sociales et mentales favorisant et accompagnant la croissance économique.

### 2-1 Les théories de développement

La question du développement économique fut ainsi à l'ordre des jours à partir du Plan Marshall qui visait à reconstruire l'Europe après la Deuxième Guerre Mondiale.

On peut dégager deux types d'approches en termes de développement économique dont celle de la thèse libérable et de la thèse marxiste.

---

<sup>24</sup>Cours de sciences économiques et sociales, Centre national d'enseignement à distance

### *2-1-1 La thèse libérable du développement économique*

Cette que l'on peut appeler aussi théorie de Modernisation est caractérisée par trois théories : Celle de la théorie des stades de W.W. Rostow, Modèle néoclassique de changement structurel ou Modèle de Lewis et enfin la théorie de Schumpeter sur l'instabilité créatrice.

### *2-1-2 La théorie des stades de Rostow*

Pour sortir du sous-développement, les pays du Tiers-Monde doivent suivre la voie linéaire du développement et imiter le modèle de Rostow.

Cette théorie de W.W. Rostow analyse les phases du développement qui sont au nombre de cinq stades à franchir successivement. En premier lieu, la société traditionnelle marquée la société à prédominance agricole. C'est une société rurale où il n'y a que l'économie de subsistance, seule la terre était la source de richesse ; en second lieu, la phase des conditions préalables au décollage caractérisée par le début de la transformation mais encore faible. C'est l'amélioration de la technique agricole qui entraîne le changement de la structure économique et sociale comme le développement industriel, l'instauration progressive du Milieu urbain, l'exode rural des travailleurs pour être employés des petites Industriels, l'intensification progressive du commerce etc. ; en troisième lieu, la phase de décollage marquée par l'existence de la rupture ou des obstacles au développement, l'existence de croissance régulière, l'existence des découvertes techniques et technologiques, diffusion générale des techniques de productions dans tous les domaines, l'initiation politique, l'augmentation considérable du taux d'investissement grâce à l'Industrie motrice qui favorise le développement industriel ; avant dernier, la phase de la maturité économique. Pour les adeptes de la thèse libérale du développement, le sous-développement sera résolu après la troisième phase dénommée le décollage c'est à dire en entrant dans la phase de sa maturité économique. Dans cette phase(en moyenne 60 ans après décollage), la production est beaucoup plus diversifiée ; et pour finir, l'ère de la consommation de masse : la consommation se généralise à toutes les couches sociales qui disposent des niveaux de vie élevés.<sup>25</sup>

---

<sup>25</sup> Cours de développement et croissance, 3<sup>ème</sup> année Economie

### *2-1-3 L'instabilité créatrice (théorie de Schumpeter)*

Selon cette théorie, l'arrivée des innovations provoque la rupture de l'Etat stationnaire et donne naissance à une nouvelle organisation des activités économiques.

Ainsi, la croissance économique est née de la destruction de l'ancienne organisation par l'innovation. D'où l'appellation de « Destruction créatrice » ou « Instabilité créatrice ». Donc l'innovation ou l'adoption de nouvelles méthodes de production ou amélioration des techniques de production est un facteur-clé du développement.<sup>26</sup>

### *2-1-4 Le modèle néoclassique de changement structurel*

Selon ce modèle ou le modèle de main d'œuvre limitée ou modèle de Lewis, le développement commence quand il y a transfert de main d'œuvre du secteur agricole vers un secteur industrie. Le processus de changement structurel se fait donc de l'état des pays sous-développé vers l'état des pays développés c'est-à-dire passer de l'économie de subsistance caractérisée par un dualisme qui est la société rurale, agricole, de subsistance très large et la petite société urbaine, industrielle de grande taille, société agricole, rurale mais moderne de petite taille.<sup>27</sup>

### *2-1-5 La thèse marxiste du développement économique*

Selon la théorie structuraliste, le sous-développement est le résultat d'une dominance exercée par certains pays aux dépens du reste du monde.

Par conséquent, les problèmes de sous-développement ne sont pas internes aux Pays en développement mais sont déterminés par des facteurs externes et par la façon dont les anciennes colonies sont intégrées dans l'économie mondiale.

Cette intégration a mis les pays en développement dans une situation de « dépendance ». Une situation dans laquelle un certain groupe de pays voit leur économie conditionnée par le développement et l'expansion d'une autre économie dans laquelle la première est soumise.

Dans tous les cas, la situation de dépendance crée un monde où les pays dépendants sont sous-développés, exploités et dominés par les pays du centre.

Le sous-développement est donc la conséquence du développement des pays de l'Ouest où le pouvoir économique et les décisions politiques sont concentrés. Ainsi, le

---

<sup>26</sup> Cours de développement et croissance, 3<sup>ème</sup> année Economie

<sup>27</sup> Id

monde est un ensemble au sein duquel les chances même du développement sont inégalement reparties entre les économies centrales et les économies périphériques.

Pour sortir du sous-développement, les théoriciens de la dépendance préconisent des réformes politiques de grande envergure, la nécessité d'intervention directe et déterminée de l'Etat ainsi que la réorganisation de l'ordre économique mondiale (D'où la notion de nouvel ordre économique mondial, OMD, OMC).

## 2-2 Les stratégies de développement

Le développement d'un pays n'est pas une notion qui arrive par hasard, il nécessite de réflexions mürées en termes de déploiement de différents moyens pour parvenir au but ultime qu'est le bien-être social. D'où différentes stratégies sont mises en œuvres.

### *2-2-1 Les stratégies industrielles*

Auparavant, tout développement doit passer par l'industrialisation. Deux idées fondamentales se divergent sur la concrétisation de l'industrialisation. La première consiste en la croissance équilibrée tandis que la seconde favorise la croissance déséquilibrée.

#### *2-2-2 La stratégie de croissance équilibrée*

Cette stratégie est adoptée par Nurkse en 1959 et élargie par Rosenstein-Rodan dans son œuvre « Balanced growth » en 1961.

Les théoriciens de la Stratégie de croissance équilibrée ont remarqué que la phase de décollage économique peut ne pas se réaliser dans certains pays même en présence des conditions préalables. Rosenstein- Rodan et Nurkse ont montré que le domaine de l'industrialisation est marqué par la présence de discontinuité et le risque de cercle vicieux notamment dans les Pays en développement. Par conséquent, l'implantation d'une Entreprise isolée se traduira par des surcoûts énormes qui risquent de conduire cette Entreprise à la faillite. Il faut donc agir en dehors de marché pour faire fonctionner la mécanique d' entraînement mutuel. C'est le fondement de la théorie de la croissance équilibrée.

Dans le modèle de la croissance équilibrée, la mécanique d' entraînement mutuel entre les Entreprises ne peut pas se réaliser automatiquement pour deux raisons principales : la déficience de la demande globale et les imperfections du marché (échecs du marché).

Une telle situation rend légitime l'intervention de l'Etat de façon à ce que l'ensemble de la structure productive se développe en respectant l'équilibre entre les secteurs

dont chacun doit fournir à l'autre les fournitures et les débouchés sur les marchés. D'où l'appellation croissance équilibrée.

Cette intervention de l'Etat présente deux principales caractéristiques : le développement des infrastructures économiques et sociales qui facilitent les activités économiques en réduisant les coûts de transaction (infrastructures physiques, les services publics divers...) ; et faire la grande poussée au BIG PUSH : Il s'agit de lancer un programme d'industrialisation avec des actions coordonnées et volontaristes pour que la mécanique d'entrainement mutuel se mette pleinement en route.

Par conséquent, une vague d'investissement dans plusieurs secteurs différents peut se réussir sur le plan économique alors qu'une implantation importante de capital par un entrepreneur isolé dans un secteur particulier peut être découragé ou bloqué par les limites préexistantes du marché. Il faut donc que l'industrialisation se fasse sur plusieurs fronts et en même temps pour que chaque nouvelle industrie profite du développement simultané des autres.

Il faut également développer les emplois industriels qui fourniront les revenus nécessaires au développement des marchés domestiques.

Le lancement de plusieurs Entreprises dans des secteurs divers produisant des biens différenciés fera naître un nouveau marché assuré par des demandes complémentaires et les producteurs seront les consommateurs des autres producteurs. L'offre va donc créer sa propre demande (J.B Say).

Cependant, l'Etat doit cesser d'intervenir lorsque les échecs sont corrigés et lorsque le marché est suffisamment développé pour internaliser externalités. Ceci veut dire que les secteurs industriels divers se développeront en suivant le schéma que dessinera la demande et que la hiérarchie entre les industries sera respectée.

Les aspects interventionnistes et autocratiques de la croissance équilibrée sont contraires au principe de la spécialisation gouvernée par les « avantages comparatifs ». Dans ce cas, le pays risque de perdre les gains plus sûrs du commerce international.

La stratégie de la croissance équilibrée pourrait diluer les investissements et empêche la réalisation des économies d'échelle.

Selon Hirschman, la stratégie de croissance équilibrée demande des ressources financières assez importantes et par conséquent, elle n'est pas adaptée aux pays en développement.

### *2-2-3 La stratégie de croissance déséquilibrée*

La division derrière la stratégie de croissance déséquilibrée est l'accentuation des déséquilibres sectoriels constitue une force puissante de développement.

La « croissance » se définit comme une séquence de déséquilibre qui se propage dans l'ensemble de l'économie.

La stratégie de croissance déséquilibrée consiste à concentrer les investissements dans les branches comportant le plus grand nombre de liaisons intersectorielles. C'est à dire les industries de biens intermédiaires, celles dont les produits servent de moyens de production et dont les besoins en moyens de production représentent des débouchés pour d'autres.

La plupart des pays qui ont opté pour cette stratégie ont choisi le développement des industries lourdes et de biens d'équipements que l'on appelle industries industrialisantes.

Cette stratégie industrielle basée sur les secteurs des biens intermédiaires et des biens d'équipements permet une dynamique d'industrialisation durable : les secteurs des biens intermédiaires et des biens d'équipements exercent d'importants effets d'entrainement en aval et peuvent attirer dans leur sillage les autres secteurs industriels et en particulier les industriels légères ; le développement des industries lourdes favorisera la construction d'un système industriel cohérent et intégré qui permettra de réduire la dépendance vis-à-vis des Pays développés ; elle favorisera également la maîtrise de la nouvelle technologie et leur adaptation au contexte de l'économie locale et permet aussi de mettre à la disposition de l'agriculture et des systèmes agro-alimentaires les biens d'équipement et les consommations intermédiaires nécessaires à leur modernisation.

A l'instar du modèle de croissance équilibrée, le rôle de l'Etat est également décisif mais le degré d'intervention nécessaire est variable selon que l'on exploite les liaisons en amont qui est plus faciles et celles en aval qui sont plus aléatoires.

Il y a un risque de voir se perdre les externalités dans le vide parce que les activités complémentaires ne sont pas encore prêtes ; les investissements sont très capitalistiques qui exposent ainsi le pays à une dépendance technique et financière (endettement) vis-à-vis des pays riches, induisant une faible absorption de la main d'œuvre

locale ; il y a risque de sous-utilisation de la capacité de production dans les pays pauvres et à faible population ; le problème de monopole, d'où risque de couts élevé des produits qui sont de mauvaise qualité.<sup>28</sup>

Le choix entre stratégie de croissance équilibrée dépend des caractéristiques du pays.

#### *2-2-4 Les stratégies d'insertion internationale*

L'industrialisation du tiers-Monde peut en effet prendre deux directions différentes : soit une industrialisation tournée vers la demande intérieure d'où l'apparition d'industrie par substitution aux importations; soit une industrialisation orientée vers l'extérieure d'où le nom d'industrialisation d'exportation pour désigner les industries à orientation extravertie.

L'industrialisation par substitution aux importations (ISI) consiste à substituer par une production locale les importations dont le volume justifie la création d'une industrie. Cela signifie de promouvoir les industries locales qui répondent à une demande solvable de manière à réduire les importations. Dans ce modèle ISI, l'idée de départ est de diminuer la dépendance extérieure, de diversifier l'économie et de renforcer l'équilibre de la balance commerciale. Le principe est donc de remplacer progressivement les biens précédemment importés par des biens produits localement. Il s'agit donc d'une stratégie de remonter des filières (de l'aval vers l'amont) en maîtrisant et en internalisant par vague successive les secteurs intermédiaires jusqu'aux biens d'équipement. Concrètement, son mécanisme passe par deux phases : la phase de production sur place des biens de consommation courante pour lesquels une demande locale existe déjà et par l'importation des biens d'équipement nécessaires à cette production ; et l'implantation et la production des biens intermédiaires, des biens d'équipements et des biens de consommations durables. Il faut donc produire localement des équipements et les moyens de productions correspondants.<sup>29</sup>

En général, quand la demande locale d'inputs (intron) augmente jusqu'à atteindre un seuil critique qui justifie leur remplacement, on procède à la phrase suivante de l'ISI. Il apparaît alors plus simple de réduire le déséquilibre interne en remplaçant les importations (des produits manufacturés) plutôt qu'en augmentant les exportations traditionnelles (des produits primaires).

---

<sup>28</sup> Cours de développement et croissance, 3<sup>ème</sup> année Economie

<sup>29</sup> Id

En outre, cette stratégie implique qu'un ensemble de mesures favorisant l'accumulation du capital dans les activités manufacturières soit requis. Un système de protection doit alors être mis en place en vue de protéger ces industries naissantes et de leur offrir le temps pour murir.

Afin d'éviter les effets négatifs de l'ISI<sup>30</sup>, la stratégie de l'industrialisation tourné vers l'exportation peut être une solution alternative.

Contrairement à l'industrie de substitution qui est créée en vue de satisfaire une demande intérieure, l'industrie d'exportation produit pour le marché extérieur, ce qui signifie une stratégie de promotion des exportations de produits manufacturés fabriqués localement. L' industrialisation par substitution des exportations(ISE) s'agit d'un processus de développement dans une perspective libérale à travers la promotion des industries capables de produire pour les exportations afin de réduire les dépendances externes et d'éviter tous les maux de la stratégie ISI. Elle est également connue sous l'appellation de ISE parce qu'il s'agit de remplacer les exportations traditionnelles (Produits primaires ou d'autres produits à faible valeur ajoutée) par des exportations des produits manufacturés ou des produits primaires élaborés à forte valeur ajoutée. Il existe deux manières de promouvoir les exportations : la première consiste à développer le secteur primo-exportateur et affecter les recettes d'exportations au secteur lui-même et aux activités connexes de biens intermédiaires et d'équipement ; la deuxième consiste à substituer l'exportation des produits manufacturés à l'exportation des produits de base, ou à substituer l'exportation des produits à forte valeur ajoutée à l'exportation des produits à faible valeur ajoutée.

La pratique actuelle de la division Internationale du Travail risque de marginaliser certaines Entreprises à un rôle de sous-traitance. Ainsi, le transfert de ressources à l'étranger peut ne pas avoir lieu lorsque les besoins internes ne sont pas satisfaits. De plus, il y a une forte dépendance à l'égard de la conjoncture mondiale. La tendance mondiale contemporaine de néoprotectionnisme réduirait à rien tous les efforts entrepris. En effet, les marchés des Pays développés restent encore très protectionnistes vis-à-vis des produits manufacturés venant des Pays en voie Développement. En effet cette phase est nécessaire pour donner aux Industries nouvellement implantées avant d'affronter la concurrence rude

---

<sup>30</sup> Non réduction de la dépendance externe ; la protection tend vers la protection élevée et permanente qui produit des effets négatifs sur le bien-être de la population ainsi que la surévaluation du taux de change réel qui décourage les exportations; quand la protection touche les secteurs d'exportation, elle risque d'enfermer le pays dans un piège qui mettra en péril toute la stratégie; la protection favorise la chasse aux rente de situation et décourage ainsi la rationalisation de la production et l'abaissement des coûts de production.

sur le marché mondial. La plupart des Pays Développés(PD) actuels ont tous passé par une longue période de protection avant de s'ouvrir vers l'extérieur.

« L’Investissement directs étrangers(IDE) est un investissement effectué par une entité résidente d’une économie dans une Entreprise résidente d’une autre économie »<sup>31</sup>. C’est une stratégie recommandée par la Banque Mondiale afin de contribuer au développement des Pays en voie de Développement(PED) qui sont incités à créer des environnements favorables aux venues des IDE. Le développement dans les pays pauvres est contraint par deux déficits : le manque d’épargne qui sert à investir et l’insuffisance de devises qui permettent l’importation des biens d’équipement et des biens intermédiaires.

Comme avantages, l’IDE joue un double rôle pour combler le double déficit (apport de capitaux et le devise pouvant rembourser les dettes) ; c’est la forme de capitaux étrangers la moins couteuse car il n’y a pas de taux d’intérêts à payer ; il a des effets directs sur l’économie comme la création d’emplois, l’augmentation du stock de capital ; l’augmentation de valeur ajoutée ; transferts de technologie ; effet de démonstration, d’imitation et de diffusion ; effet de la concurrence etc.

Mais il y a des IDE qui n’arrivent pas à combler le double déficit des pays pauvres. Il devient un substitut des Investissements locaux au lieu de supplément ; un effet d’éviction des firmes nationales existe à cause de la venue des capitaux étrangers or les sortants peuvent être beaucoup plus que les entrants étrangers. Beaucoup de chercheurs y compris les experts du FMI et de la Banque Mondiale reconnaissent l’importance des effets indirects de l’IDE (surtout le transfert des technologies) par rapport à ses effets directs.

Etant donné, le degré d’imperfection sur le marché, en particulier le marché de la technologie, une intervention de l’Etat s’avère nécessaire afin de maximiser les bénéfices des IDE.

---

<sup>31</sup> Fonds Monétaire International

## SECTION 3 : METHODOLOGIE DU PLAN DE TRAVAIL

Après avoir parcouru les analyses théoriques et contextes, une méthodologie s'impose pour passer à la pratique. Ainsi, sous deux sous sections on va parler du procédé qu'on a suivi jusqu'ici et de la suite.

### 3-1 La recherche bibliographique

Le but de cette recherche est de collecter le plus de documents, ouvrages, manuels, etc., possibles permettant de mieux expliquer et d'analyser théoriquement le thème «développement et croissance ». La lecture, la connexion sur Internet ainsi que les cours dispensés durant les années universitaires constituent la base des nos études bibliographiques.

Jusque là on a vu les bases théoriques lesquelles tirées de la réalité tout d'abord et selon des divers auteurs, mais dans la deuxième partie de cette méthodologie, on va se baser sur des études pratiques et des données statistiques pour expliciter cette réalité.

### 3-2 Diagnostics et étude des données statistiques

Cet étape consiste à son tour de faire une analyse sur les données statistiques en terme de développement et croissance ainsi que d'étudier les réalités concernant le thème.

#### *3-2-1 Collecte de données*

C'est une étape permettant de collecter toutes les données nécessaire à notre étude. Divers moyens se sont entamés dans le processus de l'élaboration de cette étape : demande d'informations auprès de l'INSTAT, collecte de données sur Internet etc.

Après avoir obtenu toutes les informations nécessaires on procèdera à l'analyse de ces dernières qui sera notre deuxième étape.

#### *3-2-2 Analyse des données*

On regroupera les données selon le cadre de l'étude. On évoquera après les informations formant les données permettant de traduire ou de synthétiser le terme développement et croissance. En se basant sur des données chiffrées, on pourra alors mieux expliciter le problème de développement et de la croissance économique.

En adoptant cette méthodologie de travail on peut passer à l'étude empirique dans la partie suivante.

## **DEUXIEME PARTIE: ANALYSES ET PROPOSITIONS POUR LA REALISATION DE DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR**

Depuis 2002, Madagascar s'est lancé dans un large programme ambitieux de transformation, qui a permis d'améliorer les indicateurs sociaux, économiques et de gouvernance. L'économie a progressé en moyenne de 5% par an, alors que la pauvreté était en baisse, passant d'un pic de 80% en 2002 à 69%. Pourtant la situation macroéconomique était encore fragile. Avec une gouvernance et des indicateurs sociaux faibles, les perspectives que Madagascar soit en mesure d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015 étaient minces. Outre ces défis à relever, la croissance démographique, qui atteint actuellement 2,7% par an, exerce d'énormes pressions sur le gouvernement et l'économie ; premièrement pour éduquer la population, ensuite pour générer des emplois à lui proposer. En outre, Madagascar se voit confronté au défi de préserver son environnement et sa biodiversité uniques, qui sont d'une importance mondiale.

Quels sont alors les facteurs de blocage du développement à Madagascar et quels sont les plans de relance économique pour l'avenir de cette grande nation ?

# **PREMIER CHAPITRE: LES FACTEURS DE BLOCAGES DE DEVELOPPEMENT A MADAGASCAR**

A part la croissance économique proprement dite, le développement exige d'autres facteurs pour parvenir à la satisfaction du bien-être de l'homme. On cite ainsi l'amélioration de la consommation alimentaire, un niveau élevé d'éducation et une bonne santé.

Pour Madagascar, malgré les efforts déployés par le Gouvernement et ses partenaires étrangers (ONG, UNICEF, UNESCO, Coopération bilatérale ou multilatérale), les défis mis en avant par les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) sont loin d'être relevés.

L'un des problèmes majeurs du blocage de développement à Madagascar se situe au niveau de l'organisation de l'Etat.

## SECTION 1 : AU NIVEAU INSTITUTIONNEL

Malgré les avancées indiscutables de Madagascar dans la voie démocratique, la crise politique constitue un coût d'arrêt de la démocratisation à Madagascar<sup>32</sup>. Cependant, si la démocratie malgache est malade, ce n'est pas de ses électeurs mais de son Etat et de ses élites politiques.

L'instabilité politique constitue ainsi l'un des problèmes principaux de l'Etat malgache. Un exemple de cette instabilité les différentes crises politiques dont la plus récente ont été celle de 2002, ces crises entraînent un système d'enclavement dont le barrage a été une forme le plus extrême. Ainsi, la politique économique malgache se situe à la politique d'ouverture et du dynamisme industriel, discutable mais réel de la zone franche auquel les entrepreneurs malgaches n'ont pas participé.

Avec l'orientation des bailleurs de fonds vers la démocratisation, la faillite des administrations centrales constitue un blocage pour le développement. Cette situation est due à une volonté politique qui n'est pas forte que celle officiellement proclamée de la part des ministères centralisateurs. De plus, les moyens techniques et financiers sont insuffisants pour faire face aux besoins créés par la mise en place d'un Etat de droit. Enfin, la faiblesse des

---

<sup>32</sup> On parle de la crise de 1972, la crise politique de 1991, la crise de 2002 et la crise de 2009

expériences accumulées en matière de gestion locale et l'absence de cadres adéquatement formés et motivés accentuent la faillite.

Par ailleurs, la mauvaise sensibilisation des fonctionnaires dramatise la situation existante. Par conséquent, l'importance des projets par rapport à la problématique du pays et à la globalité de l'approche suivie sera négligée. En général, l'Etat joue l'interventionnisme, comme la politique de dévaluation. Mais, il n'assume pas ses fonctions régaliennes. On le constate par exemple au niveau de la santé et de l'exploitation agricole. Ce qui nous amenons à voir les problèmes situés au niveau social et territorial.

## SECTION 2 : AU NIVEAU SOCIAL ET TERRITORIAL

Pour être à la mesure d'apprécier la situation sanitaire actuelle des malgaches, il s'avère nécessaire d'avoir pris comme principale base de documentation l'EPM 2010 réalisée par l'INSTAT.

La fièvre ou la suspicion de paludisme, les maladies diarrhéiques, les toux de plus de trois semaines sont les principales maladies qui frappent la population à Madagascar. On retrouve le même ordre d'importance aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. La fièvre ou la suspicion de paludisme touchent davantage les régions d'Ihorombe et de DIANA. Deux personnes sur dix ont déclaré avoir eu des maladies diarrhéiques. Les régions de Vatovavy Fitovinany, Sofia, Atsimo Andrefana, Itasy et de Bongolava en sont les plus vulnérables. Celle de Matsiatra Ambony est la plus affectée par les toux de plus de trois semaines.

Parmi les personnes se déclarant malades 32,70 % sont allées en consultation pour se soigner. Cette démarche se produit plus souvent chez les urbains que chez les ruraux.

Les enfants de moins de 4 ans, plus vulnérables aux maladies, fréquentent beaucoup plus les lieux de consultations pour se soigner.

Généralement, l'absence de danger pour certaines maladies, les problèmes financiers, et l'éloignement, constituent les principales raisons pour lesquelles les individus malades ne vont pas en consultation. Mais cela s'explique par le manque des infrastructures sanitaires telles que les hôpitaux, les matériels mais aussi par l'insuffisance significative du nombre des médecins à Madagascar. L'automédication est une pratique courante. 64,1 % des patients qui ne sont pas allées en consultation pour se soigner, ont pris d'eux-mêmes des médicaments. D'où la forte mortalité infanto-juvénile à Madagascar. L'on constate

actuellement un taux de mortalité infantile d'environ 50 % outre le taux de morbidité élevé des enfants.

A Madagascar, l'accès durable à l'eau et à l'assainissement souffre de retards importants. Plus de la moitié des ménages (54%) s'approvisionnent en eau dans les rivières et les sources non protégés, pour la cuisson.

Quatre sur dix disposent de toilette améliorée tandis que cinq sur dix défèquent dans la nature faute d'infrastructures d'assainissement. Le ramassage des ordures est encore un privilège du milieu urbain, et surtout de la capitale. Les ménages ruraux se chargent eux-mêmes de l'élimination de leurs ordures ménagères, soit en les jetant dans la nature, comme font la majorité d'entre eux, soit en les brûlant.

Le niveau d'éducation influe généralement sur le développement d'un pays. Il conditionne la meilleure qualité du capital humain (le Travail) et donc de la productivité.

En 1999, près de la moitié de la population est analphabète, dont 61 % issus du milieu rural (contre le tiers pour le milieu urbain). Le taux net de scolarisation du primaire est de 70,1%. Ce phénomène est plus accentué en milieu rural<sup>33</sup>. La faible scolarisation et l'analphabétisme sont dus à plusieurs facteurs : coûts de la scolarisation (fournitures scolaires, ...) élevés, le travail des enfants qui subventionne les dépenses de leur famille et l'éloignement par rapport aux établissements scolaires, etc. En tout, la faiblesse des dépenses publiques totales dans ce secteur constitue une cause majeure des problèmes observés en matière d'éducation.

En outre, l'Enquête Périodique auprès des Ménage en 2010 constate que le niveau d'instruction influe positivement sur le niveau de salaire : le rapport est de un à quatre, entre la rémunération des individus sans instruction et celle de ceux qui ont atteint un niveau universitaire.

De par les stratégies d'éducation mises en œuvre par le Ministère de l'Education nationale (Kits scolaires, réduction des frais d'inscription pour les établissements primaires et d'autres efforts dans le programme d'alphanétisation), le taux d'alphanétisation des individus âgés de 15 ans et plus s'élève à 71,4 % en 2010.

Cependant ce taux inclut des disparités régionales car les populations des provinces d'Antananarivo et d'Antsiranana sont en moyenne les plus alphabétisées. A

---

<sup>33</sup> DSRP, juillet 2003, p.4

l'opposé, Androy et l'Anosy, présentent les plus fortes proportions d'individus non alphabétisés.

Les statistiques du ministère de l'Education Nationale permettent de constater une augmentation importante du taux net de scolarisation (TNS), dans le primaire : après avoir perdu 10 points de pourcentage entre 1990 (10,6%) et 1995 (60,1 %), le TNS est remonté à 76,5 % en 2001.

En 2010, l'INSTAT a estimé le taux net de scolarisation à l'ordre de 7e, 4 %. Cet indicateur est supérieur en milieu urbain, comparé à celui en milieu rural.

Le taux de scolarisation diminue et les inégalités entre les régions augmentent aux niveaux collège et lycée. Plus le niveau de vie du ménage est élevé, plus le taux de scolarisation l'est, et les écarts augmentent quand on passe des cycles inférieurs aux cycles supérieurs. Un ménage dépense en moyenne 39 000 Ar par individu scolarisé (ce qui est hors de la portée de la plupart des Malgaches dont 76,5 % sont pauvres). Ce montant est deux fois plus important en milieu urbain qu'en milieu rural. Il varie de 11 000 Ar à 75 000 Ar entre Androy et Analamanga.

A Madagascar, 70 à 80 % de la population vivent dans le secteur agricole. Par conséquent, l'agriculture demeure l'activité prédominante à Madagascar. Elle représente 43% du PIB<sup>34</sup>. Les cultures vivrières sont les plus répandues et sont destinées. Pour une par dominante à l'autoconsommation. La superficie moyenne cultivée par les ménages agriculteurs est de 1,2 hectare<sup>35</sup>. Cette petite taille de superficies exploitées rend la mécanisation difficile. L'accès de ces paysans pauvres aux intrants agricoles, aux techniques nouvelles de production et aux crédits est également très faible. Selon l'enquête effectuée par l'INSTAT l'agriculture malgache englobe 1,5 Millions de petits exploitants individuels qui assurent la mise en valeur des prix de 95% des terres cultivées. Donc, les grandes exploitations sont rares et le système de production est souvent accès vers la culture d'autosubsistance du fait de possibilité d'extrants et de modernisation. En fait, ces principaux obstacles trouvent leur origine notamment dans l'imprécision de droit foncier et les structures et de l'administration foncière. La sécurité foncière est peu répandue à Madagascar. Pourtant, c'est un élément important de transition vers l'économie de marché et elle constitue

---

<sup>34</sup> Direction générale du plan, Direction de la Planification Régionale, «Image régionale de l'économie Malgache » ; juin 1996, p.53

<sup>35</sup> DSRP, juillet 2003, p.6

un blocage pour les investissements de secteur agricole. Seulement 10% du territoire national sont immatriculés légalement<sup>36</sup>.

L'absence de titre foncier légal représente également un handicap pour l'investissement à long terme, notamment par rapport à l'accès au crédit bancaire. Les banques ne disposent d'aucune garantie de recouvrement dans le milieu rural. En effet, le système financier malagasy s'appuie sur des gages en particulier, sur la terre pour délivrer des crédits. Et l'absence des garanties est alors un des facteurs de blocage au développement des crédits. On peut constater que la croissance annuelle de la production de la branche agriculture a évolué en dents de scie au cours de la dernière décennie. Parmi les causes de cette récession, certaines touchent le producteur dans l'exercice de l'activité productive ; et d'autre engendre la difficulté que les paysans rencontrent dans la vente de ses productions<sup>37</sup>. D'où les conséquences sont d'autant multiples que désastreuses : accélération des phénomènes d'érosion, pertes de matières organiques et baisse de fertilité des sols, appauvrissement des fourrages, disparition de la couverture forestière des ressources, baisse de la productivité agricole, phénomène de sécheresse et de désertification, etc.

### SECTION 3 : AU NIVEAU DE L'ECONOMIE

D'abord, l'économie malgache repose sur une économie de consommation des biens industriels importés étant donné la spécialisation trop forte des exportations dans les produits primaires. Alors que la dynamique du commerce mondial s'effectue autour des produits manufacturés. Ensuite, le mauvais fonctionnement des marchés, la multiplication des systèmes de prix ainsi que des marchés parallèles n'a pas amené un développement suffisant du secteur concurrentiel.

À la fin de l'année 2008, les perspectives économiques étaient bonnes pour Madagascar, avec un taux de croissance attendu supérieur à 7%, suite aux réformes économiques mises en œuvre les années précédentes. Un an plus tard, la situation est très différente en raison du double impact de la crise financière mondiale et de la crise politique en cours. L'économie locale est en récession depuis le deuxième trimestre de 2009, le PIB aurait diminué de 3 à 5%, avec une baisse marquée dans les secteurs axés sur l'exportation (le

---

<sup>36</sup> Directions des Domaines et des Services Fonciers, « Lettre de la politique foncière, Antananarivo, 8 février 2005.

<sup>37</sup> Les problèmes rencontrés par le producteur sont multiples. Mais ici, on en parle que les problèmes d'intrants et de technologies, les problèmes d'infrastructures routières, les problèmes fonciers, les problèmes de financement et les problèmes liés à la demande comme la faiblesse de revenu.

tourisme en particulier) et une réduction drastique dans la construction due à la baisse des investissements publics.

Pendant l'année 2009, les activités du secteur privé ont subi tant les conséquences de la récession mondiale que de la crise politique. Les secteurs axés vers l'exportation étaient en plein chaos, avec une production en chute libre et des pertes d'emploi dans les secteurs des textiles, de l'élevage de crevettes et du tourisme (228 000 pertes d'emplois ont été enregistrées, principalement dans les zones urbaines). Les organisations de producteurs (par exemple, le Syndicat des Industries de Madagascar) ont également indiqué que le secteur industriel national subissait les effets négatifs de la crise, tout d'abord en raison de la violence politique, ensuite à cause de la perte de confiance des entrepreneurs et des consommateurs. L'accès au crédit par le secteur privé n'a progressé que de cinq pour cent, illustrant une baisse en termes réels. Un autre secteur clé exposé à la crise est celui de la construction. Alors qu'il contribuait à près de 20% de la croissance économique entre 2003 et 2008, ses revenus ont baissé d'environ 40% en 2009. La baisse des investissements publics est estimée à environ 200 millions de dollars (baisse de 30 pour cent en termes réels) entre 2008 et 2009, renversant ainsi la tendance positive de l'augmentation moyenne de 30% par an observée entre 2003 et 2008.

Quelques secteurs économiques ont pourtant été épargnés par la crise. Premièrement, le secteur agricole a tiré profit des investissements antérieurs et des bonnes conditions climatiques, comme le montrent l'augmentation de la production de riz entre 2008 et 2009, passant de 10 à 15% entre 2008 et 2009 et une récolte record de 4,5 à 5,0 millions de tonnes. L'industrie minière a également enregistré une croissance positive en 2009, sachant que la production d'ilménite à Rio Tinto a commencé en mai 2009. Un autre projet d'exploitation minière - Sheritt – a poursuivi ses activités de construction, mais la production ne devrait commencer qu'en 2011. Des activités de prospection pétrolière se sont également poursuivies, notamment par Total, dans la région de Bemolanga (Madagascar occidental) avec le forage de 130 puits de base pour un coût estimé à plus de 200 millions de dollars entre 2008 et début 2010.

Les perspectives économiques pour 2010 sont sombres et l'impact négatif devrait se creuser, alors que la crise continue et que la plupart de l'aide, qui représente 50% du budget et 75% des investissements, est suspendue. Premièrement, la plupart des secteurs axés vers l'exportation souffriront de la suspension des priviléges commerciaux de l'AGOA

(African Growth Opportunity Act), rendant les exportations de textiles vers le marché américain plus difficiles. Bien que les États-Unis ne représentent que 20% des exportations malgaches, l'impact distinct de ces mesures est susceptible de décourager encore davantage les investisseurs potentiels. Deuxièmement, l'ingérence croissante du gouvernement dans les activités commerciales a suscité la suspicion chez les investisseurs, a eu tendance à décourager l'arrivée de nouveaux opérateurs et a entravé le placement de nouveaux investissements par les entreprises existantes. Troisièmement, une partie des activités menées en 2009 résultaient encore des décisions d'investissement prises avant le début de la crise politique. Restaurer la confiance est un processus long et l'impact politique négatif de la crise actuelle va se prolonger au fil du temps, les touristes sont susceptibles de ne pas revenir dans l'immédiat, les investisseurs internationaux pourraient se diriger vers des destinations concurrentes. Quatrièmement, la récolte de riz de la mi-2010 devrait être modeste en raison du mauvais temps et des investissements plus faibles dans ce secteur, augmentant le risque de pénuries alimentaires. Enfin, la demande intérieure globale continuera à être limitée par l'appauvrissement de nombreux ménages, et il est peu probable que les autorités soient en mesure de lancer une politique contre la fiscalité qui produira des effets positifs et durables sur la croissance économique.

## ***SECOND CHAPITRE : PROPOSITIONS D'UN PLAN DE RELANCE ECONOMIQUE DU DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR***

La performance économique de Madagascar s'avère décevante depuis au moins trois décennies. Non seulement la plupart des ménages, aujourd'hui, se trouvent en moyenne plus pauvres qu'en 1980, mais près d'un quart de millions de pauvres supplémentaires sont apparus depuis 2001<sup>38</sup>. La croissance économique reste trop faible et, quand elle a lieu, insuffisamment partagée pour créer des emplois et une amélioration des conditions de vie.

Au-delà de ce diagnostic, somme toute bien connu, le défi consiste à proposer un agenda de relance économique pour Madagascar. Pour cela, il convient de commencer par le renforcement des institutions et des mécanismes participatifs tant au niveau économique que politique du pays. La maîtrise de la gouvernance apparaît en effet indispensable pour assurer que les décisions soient prises en fonction de l'intérêt général (et non pas de certains particuliers) et ainsi contribuer à l'émergence d'un secteur privé porteur d'emplois et à l'amélioration des services publics. Sur cette base, le pays pourra alors chercher à maximiser ses atouts tout en s'attaquant à ses faiblesses. Nul doute que la prospérité future de Madagascar devra se bâtir sur les atouts que représentent sa diversité environnementale, son potentiel agricole, ses ressources minières et la disponibilité de sa main d'œuvre. Simultanément, il lui faudra travailler sur ses faiblesses majeures, celles qui ferment le pays dans le piège du sous-développement, qui incluent des infrastructures désuètes en matière de connectivité (Communication et Transports), des déficits en capital humain (Santé et Education), des difficultés d'approvisionnement en eau et énergie ainsi que sa vulnérabilité aux risques naturels. Le défi est à la hauteur de l'enjeu car Madagascar se distingue tristement comme l'un des pays les plus pauvres de la planète, et cela malgré son potentiel connu et indéniable. Les réussites, comme celle du Viêt Nam, doivent servir d'inspiration car elles montrent qu'il est possible de quintupler son revenu par habitant et de réduire son niveau de pauvreté par 5 en moins de 15 ans après des années de souffrance et de déclin économique.

---

<sup>38</sup> Vers un agenda de relance économique à Madagascar de Jacques Morisset

## SECTION1 : EXPLOITER LES POINTS FORTS DU PAYS

Le renforcement de quatre points forts devrait retenir toute l'attention des autorités malgaches. Le premier point fort prend comme appui la diversité environnementale dont bénéficie le pays et qui représente environ 10 % de la biodiversité mondiale<sup>39</sup>. Cet actif représente à la fois un défi de préservation et un atout pour le développement d'activités connexes à haute valeur ajoutée comme le tourisme. Il offre aussi une vitrine sur le monde qui permet au pays de solliciter et d'intéresser de nombreux partenaires (gouvernementaux et non-gouvernementaux) car la préservation et la richesse de l'environnement constituent des « biens globaux ». A l'heure où la destination Madagascar, tant pour les touristes que pour les investisseurs potentiels, peut et doit devenir un des fers de lance de la politique de développement économique, il ne s'agit pas de dilapider cet atout.

Le deuxième point fort, les gisements miniers invitent à ne pas négliger l'atout des ressources minérales<sup>40</sup>. Déjà, Madagascar se définit comme un pays minier avec une industrie des pierres précieuses très active (1 saphir sur 7 dans le monde provient de Madagascar, et 1 rubis sur 10). L'installation de deux grands projets miniers est sur le point de modifier le panorama (QMM et Sherritt représentent à eux seuls plus de 3 milliards US\$ d'investissement, soit l'équivalent de presque la moitié du revenu national). Les potentiels d'exploitation existent, notamment dans le secteur pétrolier, où de nombreuses compagnies internationales sont en phase d'exploration et de prospection. L'expérience internationale et l'histoire récente à Madagascar indiquent que l'arrivée d'entreprises multinationales peut favoriser le développement de projets d'infrastructure liés, comme le port d'Ehoala autour du projet de QMM et la construction de routes autour du projet Sherritt, déterminants pour le développement régional.

Des synergies peuvent également se développer avec des réseaux d'entreprises locales et à travers des programmes de formation de la main-d'œuvre. Le gouvernement doit cependant rester vigilant de manière à s'assurer que les revenus générés par ces activités ne deviennent pas une tentation pour les opérateurs et les politiciens, aggravant les risques de détournement et de mauvaise utilisation. L'accent doit alors être mis sur des processus transparents et des institutions visant à la bonne gouvernance du secteur.

---

<sup>39</sup>Note sur l'environnement

<sup>40</sup>Note sur le secteur minier

Le troisième point fort de l'économie malgache réside dans son agriculture et son potentiel agricole. Non seulement Madagascar affiche une vocation agricole, mais ses nombreuses terres fertiles demeurent sous-exploitées ou inexploitées<sup>41</sup>. Le défi majeur reste celui d'augmenter la productivité au niveau des exploitations agricoles, qui reste insuffisante en raison de carences notoires en termes de compétences, de matériel et d'intrants. Le morcellement des exploitations empêche les économies d'échelle et l'étendue des superficies. Au cœur de cette problématique se trouve la question de l'accès à la terre et de la sécurisation foncière<sup>42</sup>. En parallèle, il apparaît urgent d'améliorer la connectivité entre la ferme et les consommateurs. Le coût pour acheminer des produits agricoles vers les centres urbains du pays se montre excessif et contribue à la segmentation du marché et à l'établissement de rentes pour les intermédiaires. Cette situation requiert une action concertée tant pour renforcer l'infrastructure de transport et de communication que pour améliorer les réseaux d'information au niveau des communautés locales, incapables de connaître les exigences de qualité et d'hygiène des consommateurs ou de tisser des contacts avec des acheteurs et des banques, partenaires pourtant indispensables au développement du secteur et du commerce international.

Le quatrième et dernier point fort consiste à tirer avantage de la main d'œuvre locale. Celle-ci, disponible, compétitive au niveau des salaires, apporte un élément-clef pour l'essor des activités industrielles et de services, notamment les technologies simples qui ont servi de base à l'industrialisation réussie de plusieurs pays asiatiques. L'exemple du textile montre que Madagascar peut attirer de nouveaux investisseurs en provenance de tous horizons (plus de 400 entreprises et près de 100 000 emplois directs). Le défi consiste donc à rendre attractif le climat général des affaires par une politique volontariste et ambitieuse, et qui chercherait également à faciliter l'accès aux crédits et à l'information pour les PME. Il importe aussi d'accélérer la mise en place d'une véritable politique de l'emploi qui viserait à améliorer la productivité des travailleurs par des programmes de formation professionnelle adaptés aux caractéristiques des jeunes et aux besoins des entreprises. Enfin, il est recommandé de favoriser une politique d'exportation, de manière à compenser le pouvoir d'achat limité de la population locale.

---

<sup>41</sup> Note sur le secteur agricole

<sup>42</sup> Note sur le problème foncier

## SECTION 2 : TRAVAILLER LES POINTS FAIBLES

En parallèle à l'exploitation de ces points forts, il est indispensable que Madagascar cherche à corriger ses principales faiblesses, celles qui, à elles seules, suffisent à détourner l'intérêt des investisseurs potentiels. Ci-dessous sont mis en exergue quatre d'entre elles.

La première faiblesse du pays consiste en son isolement et son manque de connectivité. Si Madagascar se trouve éloigné des centres commerciaux et financiers de la planète, des pays comme Singapour, le Chili et l'Ile Maurice le sont tout autant, mais ont réussi à développer leurs échanges internationaux.

La différence entre ces pays et Madagascar tient au fait qu'ils ont compensé leur éloignement par une logistique de transport (aéroportuaire et portuaire) et de communication moderne et efficace. L'accent pour Madagascar doit donc être mis sur les connections, tant routières que ferroviaires, maritimes et aériennes, mais aussi sur les réseaux de communication car la distance est de plus en plus réduite par des échanges virtuels. Il est de moins en moins nécessaire de se déplacer physiquement car les échanges d'information se font par les câbles, notamment dans les industries de nouvelles technologies et de services (centres d'appels)<sup>43</sup>. La connectivité doit aussi se développer sur le territoire national.

La réduction des coûts et des délais entre la sortie de l'usine et l'embarquement contribue fortement à la compétitivité du pays. Dans ces domaines, Madagascar accumule le retard non seulement à cause d'un réseau national de transport désuet et mal entretenu nuisant au développement des échanges (de produits et de personnes) entre les régions, mais aussi, en raison des marges excessives des transporteurs domestiques et des transitaires, en particulier sur le corridor Tamatave-Antananarivo. Cette situation de rente se trouve aujourd'hui heureusement remise en question par l'émergence du chemin de fer, qui offre des prix à la tonne-km sensiblement inférieurs à ceux de la route, et dont la récente réhabilitation renforce et en quelque sorte contribue à assainir la concurrence entre modes de transports. L'installation récente de câbles optiques permet opportunément de réduire les coûts et le temps, ainsi que d'améliorer la qualité des connexions avec l'extérieur et de promouvoir le secteur des Communications.

La deuxième faiblesse tient au retard en matière de développement humain, dans l'Education que dans la Santé. Malgré les progrès réalisés au cours de ces dernières années,

---

<sup>43</sup> Note sur le transport et la communication

qui ont permis à Madagascar de rattraper la moyenne africaine, l'écart avec les pays émergents n'a cessé de grandir. Dans le domaine de la santé, les enfants malgaches meurent avant l'âge de 5 ans respectivement 23 et 10 fois plus qu'en Corée et en Malaisie. Cet écart entre Madagascar et ces deux pays n'était respectivement que de 3,3 et 2,6 en 1970. Ces retards justifient l'effort récent du Gouvernement, qui a consacré une part significative du budget de l'Etat à ces secteurs sociaux, passant de 20 à 27 % du Budget entre 2002 et 2008. Faut-il cependant que Madagascar dépense encore plus dans les secteurs sociaux ? Il convient de répondre de manière nuancée car l'amélioration de plusieurs indicateurs intermédiaires (comme les taux d'inscription au primaire et la couverture des vaccins) indique que les effets positifs prennent place dans la durée, suggérant qu'il faut continuer à faire plus aujourd'hui pour obtenir des résultats demain. Pourtant, l'urgence consiste surtout à dépenser mieux. Les priorités des politiques sectorielles ne semblent pas toujours bien définies, ce qui nuit à leur efficacité sur le terrain. De plus, la capacité limitée d'absorption des administrations centrales reste une contrainte, qui doit être allégée par une rationalisation de leur gestion des ressources financières et humaines. Dans ce sens, la décentralisation de certains services doit être accélérée ainsi que la recherche de partenariats avec le secteur privé et les ONG, qui ne peuvent que conduire à une véritable politique de proximité et à une responsabilisation accrue des collectivités locales, encore marginalisées à Madagascar.

La troisième faiblesse se trouve dans les déficits en matière d'énergie et de gestion de l'eau

Il paraît difficile de projeter le développement économique et social harmonieux d'un pays sans accès à des sources d'énergie et à une bonne gestion des ressources aquatiques (y compris l'assainissement). C'est ce défi qu'a essayé de relever Madagascar au cours de ces dernières décennies. Seuls 15 % des ménages disposent aujourd'hui d'accès à des équipements sanitaires adéquats dans le pays, et moins de 500 000 abonnés sont connectés au réseau électrique (2 % de la population totale). La situation s'est même détériorée au cours du temps puisque moins de 50 % des ménages à Antananarivo accèdent aujourd'hui à l'eau potable contre 65 % en 2005. Les problèmes abondent et se situent tant au niveau de la production que de la distribution. Bien sûr, rattraper les retards demanderait des moyens financiers énormes, mais la modicité des moyens ne peut expliquer à elle seule les carences actuelles. Celles-ci trouvent également leur origine dans l'absence de stratégie claire, le manque de coordination entre les divers acteurs (notamment entre l'administration centrale et locale), la gestion déficiente de l'opérateur national (JIRAMA), et la quasi-absence d'initiatives communales ou émanant d'acteurs non-étatiques dans le pays.

Enfin, Madagascar subit une exposition particulière aux risques naturels, notamment les cyclones qui reviennent périodiquement entre décembre et mars. Les régions côtières sont exposées de manière récurrente à la survenance de cyclones qui entraînent des coûts directs et indirects, qui peuvent peser considérablement sur les régions agricoles (rizicoles et de vanille).

Les risques associés à la déforestation et au réchauffement climatique comptent également, entraînant des inondations et des glissements de terrains qui pourraient aller en s'accentuant dans les prochaines années. La gestion des risques naturels doit donc retenir toute l'attention des autorités et de leurs partenaires. La stratégie doit surtout adopter un caractère préventif mais aussi réparateur pour les groupes et les régions les plus vulnérables.

### SECTION 3 : PLANS DE MISES EN ŒUVRE

Madagascar s'est embarqué sur le chemin de la transformation. Depuis 2002, nous avons mis en place les fondations qui permettront à notre pays de procéder à un développement rapide et durable. En Novembre 2004, nous avons défini notre Vision : « Madagascar Naturellement » Nous avons élaboré et mis en œuvre divers programmes pour promouvoir notre développement.

En vue d'accélérer et de mieux coordonner notre processus de développement et de faire un saut qualitatif, nous avons élaboré le Plan d'Action pour Madagascar, ou MAP. Le MAP est un plan d'action ambitieux, qui définit la feuille de route et les priorités de notre nation de 2007 à 2011. Le MAP décrit les engagements, les stratégies et les actions qui conduiront à une croissance économique rapide, contribueront à la réduction de la pauvreté, et permettront au pays de tirer avantage des défis de la mondialisation, conformément à la vision nationale « Madagascar Naturellement » et aux Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Pour que les plans de relance proposés coïncident aux plans de mises en œuvre, prenons comme référence les engagements du MAP.

La préservation et la richesse de l'environnement nécessite l'augmentation des aires protégées pour la conservation et la valorisation de la biodiversité terrestre, lacustre, marine et côtière, la réduction du processus de dégradation des ressources naturelles, le renforcement l'efficacité de l'administration forestière. Pour ce faire, il faut créer des

nouvelles aires protégées terrestres, lacustres, marines et côtières ; assurer la pérennisation financière pour la gestion durable des aires protégées et de la biodiversité ; gérer les aires protégées et la biodiversité terrestre, lacustre, marine et côtière ; valoriser la biodiversité d'une manière durable ; mettre en place un cadre de travail et une stratégie nationaux de l'écotourisme pour contribuer à la protection et à la promotion de l'environnement et aussi pour assurer une harmonisation économique – écologique<sup>44</sup> ; gérer le défrichement de la couverture végétale et les dommages causés par le feu ; promouvoir le reboisement et la restauration des habitats dégradés ; promouvoir le financement du secteur privé pour la gestion environnementale<sup>45</sup> ; créer les capacités humaines, matérielles et infrastructure du Ministère pour s'assurer qu'il puisse effectivement assumer sa mission ; renforcer la régulation, la mise en œuvre et le contrôle forestiers et environnementaux ; mettre en œuvre des techniques de gestion forestière durable, aménager des plantations forestières dans les régions appropriées pour satisfaire la demande en produits forestiers et en jeunes plants d'arbre, et prendre d'autres mesures pour supporter la reforestation ; améliorer le système des recettes forestières et initier une réforme de la fiscalité pour s'assurer d'une taxation qui compense les conséquences négatives favorisant la pollution et la dégradation ; assurer la planification, suivi et évaluation de toutes les activités du Ministère et s'assurer d'une meilleure coordination, gestion, vulgarisation et utilisation de la recherche, des bases de données et des meilleures pratiques aux niveaux national, régional et local<sup>46</sup>. Ce sont des grands défis assurés par les ministres responsables de l'environnement et des forets.

Madagascar supportera les projets d'exploitation minière en cours, les suscitera à entrer rapidement dans la phase de production en respectant ses communautés et son environnement. Il déclenchera sa potentialité dans l'industrie extractive en attirant plus d'explorateurs et en favorisant ses patrimoines naturels<sup>47</sup>. Pour ce faire, les ministres responsable des mines, les sociétés et les bailleurs s'associent pour éliminer les obstacles au développement du secteur, améliore l'environnement existant basé sur les réactions des sociétés privées, implique les citoyens dans les projets d'extraction en cours (consultation durant la phase de prospection et de suivi) et intègre les opérateurs dans les petites mines dans l'économie formelle.

Les producteurs auront l'occasion d'améliorer leur revenu. Le développement des filières potentielles dans chaque région constituera le pilier de sa croissance. Pour ce faire,

---

<sup>44</sup> Engagement 7 du MAP, défis1

<sup>45</sup> Id, défis2

<sup>46</sup> Id, défis4

<sup>47</sup> Engagement du MAP, défis7

mener des recherches sur les produits potentiels et les opportunités de marchés, encourager la diversification des activités pour des revenus additionnels en vue de réduire la vulnérabilité causée par les fluctuations des prix mondiaux et des mauvaises conditions climatiques, développer et mettre en œuvre une stratégie pour l'agriculture biologique, identifier et développer des spécialisation-filières régionales, promouvoir les activités secondaires: artisanat, écotourisme, etc.<sup>48</sup>

Les entreprises, les Petites et moyennes Entreprises, et l'artisanat seront dynamisés au niveau local pour qu'ils puissent contribuer efficacement à la croissance économique, en s'intégrant de plus en plus à l'économie nationale, et en augmentant l'utilisation de leur capacité de production à travers l'adoption de technologie et d'outils de gestion modernes. Les actions de structuration des filières et de renforcement de capacité des opérateurs seront poursuivies. Pour ce faire, créer des centres de soutien à la productivité et faire la transition du secteur informel vers le secteur formel<sup>49</sup>.

Pour améliorer la connectivité, le Ministre responsable des Travaux Publics et des Transports doit élaborer et mettre en œuvre un plan stratégique national en infrastructure adapté aux besoins nationaux et globaux de croissance rapide développer et augmenter la capacité des réseaux d'interface, tel que le Port de Toamasina et l'Aéroport d'Ivato, à relier les différentes zones voisins de développement économique tout en s'assurant que les besoins locaux sont satisfaits, prioriser le développement des corridors et réseaux de transport liés avec les moteurs de croissance économique tels que le tourisme, les mines et l'agriculture, s'assurer que les priorités de financement reflètent une politique économique efficace de rentabilité et inciter des firmes multinationales à venir à Madagascar pour réaliser des grands projets de qualité et susceptibles de générer des transferts de connaissance et de technologie<sup>50</sup>.

La réduction de l'analphabétisme aura aussi un rôle à jouer pour promouvoir l'épanouissement des jeunes ruraux, développer leur esprit d'entreprise et encourager la prise de risque ainsi que le sens personnel de l'initiative. Il faut alors, intensifier les activités d'alphanétisation en dehors des programmes d'éducation scolaire en ciblant les jeunes et les adultes analphabètes, proposer des programmes spécifiques pour les jeunes illettrés de 11 à 17 ans de manière à leur permettre de rattraper les programmes de l'éducation formelle, en particulier par les activités ASAMA (éducation alternative), mener de grandes campagnes de

---

<sup>48</sup> Engagement4, défis5 du MAP

<sup>49</sup> Id Engagement6, défis5

<sup>50</sup> Id engagement2, défis1

sensibilisation sur la lutte contre l'analphabétisme, développer une stratégie nationale pour réintégrer dans le secteur formel les enfants n'allant pas à l'école par la fourniture de formation et de conseils concernant l'alphabétisation et les aptitudes<sup>51</sup>.

Pour assurer la fourniture de services de santé de qualité à tous, il faut assurer que tous les centres de santé et les hôpitaux de première référence ont le personnel qualifié pour offrir le paquet de services de base, assurer l'accès aux soins de santé de qualité en particulier en milieu rural, attirer le personnel médical qualifié en périphérie en leur offrant des motivations appropriées tel qu'un logement décent, faire en sorte que le personnel médical formé exerce effectivement la profession pour laquelle il a été formé, décentraliser la gestion et le financement du système de santé et la prise de décision au niveau des Régions et Communes, mettre en œuvre la politique nationale de contractualisation des services pour le personnel médical et paramédical public, privé et autres et créer une synergie entre les pratiques de médecine traditionnelles et modernes<sup>52</sup>.

Pour les problèmes d'énergie, il faut élaborer et mettre en œuvre un plan stratégique national de développement du secteur énergie qui peut répondre d'une manière flexible aux changements de la demande ; considérer la possibilité de production indépendante d'énergie (IPP) afin de baisser le coût exorbitant de production d'énergie ; restructurer et réformer la JIRAMA ; réhabiliter et installer de nouvelles centrales ; donner priorité à l'approvisionnement en énergie des zones clés industrielles et les moteurs de croissance économiques incluant le tourisme, les mines et l'agriculture et explorer les sources d'énergies locales, en particulier des énergies renouvelables (solaire, éolienne, hydraulique)<sup>53</sup>.

Pour assurer un meilleur système de prévision météorologique et d'information sur les cataclysmes naturels comme les cyclones, il faut, étendre et moderniser les réseaux d'observations nationaux ; mettre en place un système d'information météorologique national et étendre les services de prévision météorologique vers les régions; promouvoir la coopération régionale et internationale dans la prévention des catastrophes naturelles comme les cyclones et fournir des services spécialisés aux opérateurs économiques, notamment agro-business<sup>54</sup>.

---

<sup>51</sup> Engagement3, défis6 du MAP

<sup>52</sup> Engagement5, défis1

<sup>53</sup> Engagement2, défis4

<sup>54</sup> Engagement2, défis6

## CONCLUSION

De tels problèmes négligés au début par les autorités responsables revêtent aujourd’hui une importance majeure. Quand on se préoccupe des aspects humains, territoriaux et institutionnels du développement. Autrement dit, les difficultés Malgaches peuvent se résumer par le mot «non développement». Mais Madagascar a une grande possibilité de se développer en accordant la priorité à l’éducation, à l’agriculture et au vrai rôle de l’Etat pour que le pays crée un cadre de vie agréable pour les citoyens et favorable à la croissance. Certains auteurs et pensées ont soutenu qu’une croissance économique était nécessaire et suffisante pour diminuer le niveau de pauvreté, les faits tendent à nuancer cette affirmation.

L’élaboration et la mise en œuvre d’un plan d’actions devront se montrer stratégiques. Il faudra non seulement choisir les actions les plus susceptibles de maximiser les atouts et de s’attaquer aux faiblesses, mais aussi tenir compte des interactions avec le contexte, et de son évolution. Ces choix stratégiques doivent aller de pair car ce qui se présente comme possible aujourd’hui ne l’est plus forcément demain et vice versa.

L’espoir est à la hauteur de l’enjeu pour Madagascar. Bien qu’un regard en arrière puisse suffire à décourager les nouvelles initiatives, l’Histoire est faite pour changer. La réussite de pays comme le Viêt-Nam doit servir de motivation en montrant qu’il est possible de quintupler son revenu par habitant en une quinzaine d’années. Or, comme pour l’exemple de Michael Jordan ou celui du succès du Viêt-Nam, cette réussite ne consiste pas seulement à se surpasser soi-même, mais aussi à dépasser les autres. C’est pourquoi, dans sa poursuite d’une croissance accélérée et mieux partagée, Madagascar doit non seulement affronter et dépasser ses propres limites mais faire mieux que les pays concurrents, car l’aide au développement et les investissements privés priment la performance. Plus un pays se montre performant, plus il attire des entreprises, favorise le transfert technologique et l’acquisition de compétences et bénéficie de l’engouement des bailleurs de fonds. Il apparaît donc crucial d’agir bien mais aussi vite, de manière à instaurer une politique d’espoir.... pour que Madagascar réussisse enfin à émerger de la pauvreté.

## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES

- PERROUX François, *L'économie du XXe siècle*, PUF, 1969
- J. Bremond, A. Geledan, *Dictionnaire économique et sociale*, Paris, Hatier, 1990

### DOCUMENTS

- Enquête Périodique auprès des Ménages 2010
- INSTAT : « Politique, Agriculture et Pauvreté à Madagascar »
- Direction générale du plan, Direction de la Planification Régionale, « Image régionale de l'économie Malgache » ; juin 1996
- DSRP, juillet 2003, stratégie de la lutte contre la pauvreté
- Plan d'Action Madagascar 2007-2012, un Plan Audacieux pour le Développement Rapide
- Directions des Domaines et des Services Fonciers, « Lettre de la politique foncière », Antananarivo, 8 février 2005.
- FMI et INSTAT : « Taux de croissance du PIB en volume et PIB par habitant »
- Résumé du rapport sur le développement humain 2010
- Rapport de l'INSTAT 2010
- Magazine MADAGASCAR Laza
- Site internet Slate
- W.W.W.cerperg.ac-versailles.fr
- Vers un agenda de relance économique à Madagascar de Jacques Morisset
- Histoire de la pensée économique, 1<sup>ère</sup> année Economie
- Cours de sciences économiques et sociales, Centre National d'Enseignement à Distance (CNED), Seconde, Première et Terminale
- Cours Développement et Croissance, 3<sup>ème</sup> année Economie

## TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS .....	i
SOMMAIRE.....	ii
AVANT PROPOS.....	iii
LISTE DES TABLEAUX.....	iv
LISTE DES ABREVIATIONS.....	v
INTRODUCTION.....	1
PREMIERE PARTIE: Présentation de l'économie Malgache .....	3
PREMIER CHAPITRE: La réalité de l'économie malgache.....	4
Section 1 : Faible taux de croissance économique .....	4
1-1 Politique budgétaire généreuse et non développement du secteur privé .....	5
1-2 Concentration sectorielle et géographique de la croissance .....	6
Section 2 : Inflation, Travail et Revenu .....	7
2-1 Emploi et chômage .....	7
2-2 Revenus des ménages et inflation.....	8
Section 3 : Les échanges extérieurs .....	9
3-1 Balance commerciale déficitaire.....	9
3-2 La balance des paiements déficitaires.....	11
3-3 Dépréciation de la monnaie.....	12
SECOND CHAPITRE: Cadre théorique et Méthodologie.....	14
Section 1 : La croissance économique .....	14
1-1 Les théories de la croissance .....	14
1-2 Mesure de la croissance économique .....	17
1-3 Facteurs de la croissance économique : .....	19
1-4 Moteur de la croissance économique .....	20
Section 2 : Le développement.....	21
2-1 Les théories de développement .....	21
2-2 Les stratégies de développement.....	24
Section 3 : Méthodologie du plan de travail.....	30
3-1 La recherche bibliographique .....	30

3-2 Diagnostics et étude des données statistiques .....	30
DEUXIEME PARTIE: Analyses et propositions pour la réalisation de développement de Madagascar .....	31
PREMIER CHAPITRE: Les facteurs de blocages de développement à Madagascar.....	32
Section 1 : Au niveau institutionnel .....	32
Section 2 : Au niveau social et territorial.....	33
Section 3 : Au niveau de l'économie.....	36
SECOND CHAPITRE : Propositions d'un plan de relance économique du développement de Madagascar.....	39
section1 : exploiter les points forts du pays .....	40
Section 2 : travailler les points faibles .....	42
SECTION 3 : PLANS DE MISES EN ŒUVRE .....	44
CONCLUSION.....	48
BIBLIOGRAPHIE .....	49
TABLE DES MATIERES.....	50

Nom : RANDRIANARIVO

Prénoms : Zarasoa Sandrine

Titre : Croissance économique et développement à Madagascar

Nombres de pages : 51

Tableaux : 3

Graphiques : 0

## Résumé

Entant que pays en voie de développement, Madagascar a déployé d'importants efforts pour améliorer sa stratégie afin de lutter contre sa survie.

Pourtant, vue la performance économique qui ne cesse de dégringoler ces dernières années, cette étude vise à évaluer la réalité de l'économie malgache ainsi que les facteurs de blocages de développement de ce Pays.

Dans le but de permettre le décollage économique, des solutions d'ordre institutionnel, social et économiques méritent donc d'être proposées pour que les dirigeants et citoyens sans distinction puissent prendre respectivement leur responsabilité.

Mots clés : croissance économique, développement, travail, revenu, PIB, investissement

Encadreur : Monsieur RABENILAINA Harinia

Adresse de l'auteur : Lot VT 3AGZ Andohaniato Ambohipo Antananarivo